

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

LES
BOIS ET FORÊTS
EN
ROUMANIE

SOUS LE RAPPORT FORESTIER, INDUSTRIEL ET COMMERCIAL

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE

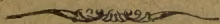
Le samedi 15 juin 1912, à 3 heures

PAR

Constantin C. BUNGETIANU

Président : M. HITIER professeur.

Suffragants : { **MM. SUCHON, professeur.**
 { **TRUCHY, professeur.**



PARIS
GEORGES CRÈS ET C^{ie}

3 ET 3 bis, PLACE DE LA SORBONNE

—
1912

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les
thèses ; ces opinions doivent être considérées
comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

LES
BOIS ET FORÊTS
EN
ROUMANIE

SOUS LE RAPPORT FORESTIER, INDUSTRIEL ET COMMERCIAL

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE

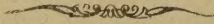
Le samedi 15 juin 1912, à 3 heures

PAR

Constantin C. BUNGETIANU

Président : M. HITIER professeur.

Suffragants : } *MM. SUCHON, professeur.*
 } *TRUCHY, professeur.*



PARIS
GEORGES CRÈS ET C^{ie}

3 ET 3 bis, PLACE DE LA SORBONNE

—
1912

LES

BOIS ET FORÊTS

EN ROUMANIE

CHAPITRE PREMIER

Considérations géographiques

Le royaume de Roumanie, avec une superficie de 13.135.300 hectares, présente des limites peu étendues: 3.270 kilomètres ou 60 % de plus que si le pays avait la forme d'un cercle.

Quant à la nature de ses frontières, la Roumanie a une situation privilégiée, vu que 89,5 % de ses frontières sont des limites naturelles, à savoir : 1.171 kilomètres, soit 35,7 % de frontières de montagnes ; 1.542 kilomètres, soit 47 % de frontières fluviales ; 235 kilomètres, soit 7 % de frontières maritimes (1).

Au point de vue du relief, le pays présente trois régions

1. Grande Encyclopédie.

bien distinctes : la région des montagnes, celle des collines et celle des plaines. La première est formée par la chaîne des Karpathes, qui atteignent en Valachie leur plus grande hauteur. Bien que présentant des sommets, qui dépassent 2.500 mètres (1), ils se rapprochent davantage, par leurs caractères, des massifs de moyenne montagne, comme les Vosges, que des Pyrénées ou des Alpes, quoique leur origine à tous remonte presque à la même époque géologique. Les Karpathes de la Moldavie offrent un spectacle différent de ceux de la Valachie. Les premiers sont moins hauts et leurs pentes sont plus régulières et plus boisées que celles des Karpathes valaques avec leurs nombreux précipices, leurs flancs rocheux et sauvages. Le trait d'union entre ces deux subdivisions est formé par la chaîne des monts Buzeu, qui empruntent les caractères de ces divisions. La région des collines entoure l'arc karpathique. Elle descend en pente douce vers le Danube, constituant des chaînes, qui occupent presque toute l'Olténie et la Moldavie ; en Valachie, l'arrêt est brusque et la largeur de cette région moins grande. L'altitude des collines atteint de 500 à 600 mètres au-dessus du niveau de la Mer Noire. Cette région est riche et fertile, avec ses bois, ses prairies, ses pâturages, ses cultures de céréales, ses plantations de pru-

1. Paringu : 2.529 mètres ; Negoiu : 2.541 mètres ; Piatra Craiului : 2.241 mètres ; Vârful Omului : 2.510 mètres.

niers et ses vignobles. Toutefois, par endroits, les versants des collines déboisées sont ravinés par les eaux de pluie et les torrents (1). C'est encore dans cette région que se trouvent le plus grand nombre de couches salines et pétrolifères.

En résumé, en Olténie, la région des collines occupe les deux tiers de la surface de cette province; en Valachie, la même région n'atteint qu'un tiers de la surface totale; en Olténie, la zone des collines se perd dans celle des plaines; en Valachie, la première finit, par endroit, par un abrupt très net (2).

L'extension des plaines est le trait caractéristique le plus important du relief de l'Olténie et de la Valachie. On a constaté que 65 % de leur surface se trouvent au-dessous de 200 mètres, le reste au-dessous de 100 mètres, tandis qu'en Moldavie, les altitudes au-dessous de 200 mètres représentent 15 % et celles au-dessous de 100 mètres ne se retrouvent que le long des vallées du Siret et du Pruth. Cette région, très étendue surtout dans la Valachie orientale, se termine par une large surface dépourvue de toute végétation, c'est « le Baragan ». Là, entre un hiver très rigoureux et un été très sec, où les vents sont fréquents, où le sous-sol est privé d'humidité, l'époque de végétation est trop courte pour

1. Edmond de Martonne. *La Valachie, Monographie géographique*. D^r Grecescu, ancien professeur universitaire. *Conspectul florei României*.

2. E. de Martonne, ouvrage cité.

donner la vie à des espèces forestières qui exigent, pour l'accomplissement de leurs fonctions, une plus longue durée. Cette courte période du printemps suffira à des graminées, à des plantes bulbeuses pour pousser, fleurir et fructifier(1). D'après des données statistiques, ce sont les districts de cette région qui fournissent la plus grande quantité des céréales (2). Quant aux cours d'eau, étroits et profonds à leur sortie des montagnes, ils finissent dans la plaine, en décrivant de nombreux méandres et en se divisant en plusieurs bras, qui encerclent des roseraies, des aulnaies, des forêts de bois blancs ; toutefois, quoique larges, ils sont rarement marécageux. D'ailleurs, les rivières de la Valachie dévient vers l'Est, déviation causée par l'affaissement général du pays dans sa partie Est et, d'autant plus accentuée au fur et à mesure qu'on avance vers cette direction. Les rivières secondaires suivent la même loi et viennent se greffer obliquement sur les grandes vallées. En Olténie, les rivières n'ont pas cette tendance. En Moldavie, les grandes rivières ont une direction presque parallèle aux Karpathes ; le réseau secondaire coulant de l'Ouest à l'Est, vient, en grande partie, se greffer dessus.

On peut voir par ce qui précède que la Valachie et l'Olténie présentent la forme d'un amphithéâtre adossé

1. P. Vidal-Lablache. *La terre*.

2. Rapport adresat Domnului Ministru al Finanțelor, 1908, de Al. Drăghicescu.

aux Karpathes et descendant vers le Danube. Par suite de cette disposition, l'exposition du pays est S.-E., ce qui constitue une condition favorable pour la prospérité de la végétation spontanée et de celle des céréales.

Quant à la Dobroudja, elle présente des caractères sensiblement différents des autres parties de la Roumanie. Entourée de deux côtés par la vallée du Danube, qui représente une dépression de 10 à 25 kilomètres, d'un autre côté par la Mer Noire, cette région se présente comme un plateau dépendant du côté Nord des Balkans de la Bulgarie ; il est montagneux dans sa partie Nord-Ouest, quoique ses plus hauts sommets ne dépassent guère 456 mètres. Ces sommets se rapprochent davantage des montagnes que des collines, par leur nature granitique, par leurs versants fréquemment abrupts et couverts de forêts, dont la surface dépasse 60.000 hectares (1).

Dans sa partie E., le plateau descend vers la Mer Noire. C'est là qu'on rencontre des lacs marins, des dunes littorales. Il présente, par endroits, des dépressions, allant de l'Est à l'Ouest, dont la plus profonde, entre Cernavoda et Constantza, est couverte çà et là d'eaux stagnantes.

Le delta du Danube, ayant une surface de 2.676 kilomètres carrés et un avancement moyen de 20 mètres (2)

1. B.-N. Pretorianu. *Impadurirea terenurilor cedate satelor din Dobrogea.*

2. Grande Encyclopédie.

par an, forme une région basse et marécageuse, dont une étendue de 1.800 hectares est recouverte de forêts de chênes, dégradées.

Le climat du pays est continental, offrant quelques affinités avec le climat méditerranéen. En été il n'est pas rare de voir le thermomètre atteindre 43° C., tandis qu'en hiver il descend à 36° C. au-dessous (1). Dans le Nord de la Moldavie, la variation entre l'extrême chaleur et le froid très vif est le plus marquée, donnant une moyenne annuelle de 8°4 C.; d'autre part, l'Olténie avec 9°5 C. et la Dobroudja avec 10°5 C. ont un hiver moins froid. Quant au régime des pluies, la Roumanie est dans son ensemble un pays peu pluvieux. La moyenne annuelle pour plus d'un tiers du pays est de 500 à 600 millimètres. C'est en Olténie que tombe la plus grande quantité d'eau; dans la Dobroudja et en Moldavie, la plus petite.

Au point de vue des saisons, c'est en été qu'on enregistre la plus grande quantité, 33 % de la pluie annuelle. Ce fait est d'ailleurs fréquent dans l'Europe centrale et orientale : les vapeurs charriées par les vents dominants du Sud-Ouest, rencontrent sur nos côtes, des températures élevées, qui font qu'elles ne se condensent qu'au fur et à mesure qu'elles pénètrent sur le continent, au contact des montagnes et des forêts (2). C'est à la chaîne des Karpathes que la Roumanie, sur-

1. Statistica Ministerului de Domenii 1905.

2. P. Vidal-Lablache, ouvrage cité.

tout dans sa partie occidentale, doit — malgré ses étés brûlants — les pluies qui l'arrosent et alimentent les nombreuses rivières qui traversent ses plaines. Autour de ces cours d'eau, la population devient plus dense et dépasse 100 habitants par kilomètre carré.

Le côté méditerranéen du climat de la Roumanie réside surtout dans la luminosité considérable du ciel. L'éclairement dure à Bucarest, en moyenne, 165 jours, soit près d'un tiers de l'éclairement possible, avec le maximum en août, le minimum en décembre.

Le vent qui porte le plus grand préjudice à nos forêts est le *Crivetz*, avec une direction E.-N.-E. Il est causé par des dépressions barométriques sur la Méditerranée et par la présence assez constante de hautes pressions en Russie. La vitesse moyenne, annuelle, de ce vent est de 4 à 8 mètres par seconde, il atteint parfois jusqu'à 25 mètres par seconde et abaisse généralement la température d'une manière sensible. L'*Austru*, avec une moyenne annuelle de 3,7 mètres atteint jusqu'à 22 mètres par seconde. Il est provoqué par les dépressions qui traversent la Hongrie et vont se perdre en Russie.

Sans le *Crivetz*, la Roumanie n'aurait pas ce caractère continental ; sans l'*Austru*, elle n'aurait pas ces étés secs et brûlants qui la rapprochent du climat méditerranéen ; elle est donc le pays de transition entre le climat méditerranéen et le climat continental de la Russie (1).

1. E. de Martonne, ouvrage cité.

En résumé, pour la Valachie et l'Olténie, les vents les plus fréquents suivent la direction Sud-Ouest-Nord-Est, tandis qu'en Moldavie c'est la direction Nord-Sud.

Dans le chapitre suivant nous tâcherons d'établir les zones de végétation d'après les diverses répartitions géographiques.

CHAPITRE II

Zones de végétation, essences forestières, étendue des forêts et leur répartition par rapport aux départements du pays et aux divers propriétaires.

La Roumanie, malgré sa surface relativement peu étendue, renferme les mêmes zones de végétation que l'Europe. La végétation de la flore polaire arctique, représentée par la flore alpine, se rencontre sur les grandes altitudes de nos montagnes, au-dessus de la limite des forêts (1.650 à 1.800 mètres), très variable dans les Karpathes, mais ordinairement plus basse que dans les Alpes. C'est ici que l'on trouve de nombreuses graminées qui forment un éclatant tapis, que les chaleurs de l'été et surtout la dent du troupeau ravagent bien vite. Quant à la végétation ligneuse, elle est représentée par des rhododendrons, des genévriers nains, des pins de montagne, aux troncs bas et flexibles, qui rampent presque, pour mettre à profit la chaleur du sol et se blottir contre les vents qui dominent sur ces hauteurs. Au-dessous, entre 1.200 et 650 mètres

commence la zone forestière, peuplée par les conifères, les hêtres et les chênes. Toutefois, la limite entre les deux régions n'est pas nettement marquée, car les conifères poussent par petits groupes isolés, sur une largeur de 100 à 150 mètres. Ici, le sous-bois est riche en fougères et les clairières sont émaillées de fleurs plus grandes, plus variées que celles de la région alpine, qui ne l'emportent que par le nombre. Les montagnes les plus sauvages, les moins habitées en été, sont aussi presque toujours celles, où la forêt de sapin est la plus belle, la plus étendue (1).

Les forêts de hêtres qui s'étagent sur les versants des montagnes et des collines offrent — par le vert clair de leur feuillage — un spectacle tout différent des conifères. D'ailleurs, ceux-ci semblent reculer devant le hêtre, plus vigoureux et plus souvent respecté par la hache du bûcheron. Le hêtre, qui ne prospère que dans les régions où la température est de 8° C., atteint de grandes dimensions, en Olténie et en Valachie. Leurs troncs montent comme des colonnes jusqu'à plus de 20 mètres. On ne le trouve pas en Dobroudja, car il ne descend pas au-dessous de 550 à 500 mètres; il monte toutefois jusqu'à 1.300 mètres, lorsque le climat y est doux. C'est dans cette même région forestière qu'on trouve le charme et le bouleau, ce dernier par petits groupes en Olténie, à l'état isolé en Valachie et à l'état de forêt en Moldavie.

1. E. de Martonne, ouvrage cité.

Les chênes revêtent les collines et descendent dans la plaine, jusqu'à l'endroit où il n'y a plus d'ondulation de terrain. Ils se trouvent en plus grand nombre en Moldavie et en Olténie. Comme ils occupent la partie du pays la plus habitable, grâce à la configuration géographique et à la composition du sol, cette région a été considérablement défrichée et les vignobles, les vergers et les céréales y abondent. C'est encore dans cette région qu'on rencontre des aulnaies, des saulaies, des peupleraies, le plus souvent longeant les cours d'eau. Les espèces herbacées y sont aussi très nombreuses.

La dernière zone de végétation, dont il nous reste à parler, est celle des steppes danubiennes et pontiques, qui est caractérisée par l'absence de forêts. Cela tient à la nature du climat continental très prononcé : sécheresse et vent. Il ne lui manque donc ni la chaleur comme à la région alpine, ni la qualité chimique du sol, mais c'est la période de végétation qui est trop courte. A côté d'un cours d'eau ou à l'abri d'un monticule, on rencontre quelques tilleuls, quelques aubépines, quelques mûriers (1). La forêt formée de chênes pédonculés associés à des saules et à des peupliers s'est réfugiée, dans les îles et les plaines humides.

Tous les arbres de nos forêts peuvent se ranger dans deux classes : les feuillus et les résineux. Les

1. D^r Grecescu, ouvrage cité.

feuillus occupent une surface de 770.444 ha. 93 ou 84 % de l'étendue totale de la forêt proprement dite, tandis que les résineux n'occupent que 148.380 ha. 56. Les résineux se trouvent dans treize départements ; les quatre départements de la Moldavie, qui en renferment, produisent à eux seuls un pourcentage de 71,2, tandis que les autres départements éparpillés en Valachie et en Olténie n'accusent qu'un taux de 28,8 %. c'est-à-dire qu'ils couvrent une surface 2,6 fois plus petite que celle enregistrée pour la Moldavie ; dans cinq de ces derniers départements, la surface dépasse 5.000 hectares ; dans les autres elle descend jusqu'à environ 1.000 hectares ; un département ne possède que 21 ha. 12 dus à des repeuplements artificiels.

Le chêne et ses variétés occupent dans onze départements une étendue, variant entre plus de 30.000 hectares et 10.000 hectares ; dans onze départements la surface varie de 5.000 à 1.000 hectares ; il n'y a que deux départements où l'étendue boisée soit restreinte : 128 ha. 24 et 565 ha. 05 les autres huit départements comprennent des surfaces peuplées de chênes, variant de 5.000 à 10.000 hectares.

Pour les résineux, la Moldavie l'emporte sur la Valachie, qui — pour le chêne — accuse presque le même taux, (soit 71,7 %) que la Moldavie pour les résineux.

Dans les forêts de l'Etat, le hêtre manque dans 11 départements ; dans les autres départements, le taux oscille entre 16,6 % et 1,3 % du total des surfaces

occupées par le hêtre ; toutefois, dans 6 départements il descend de 0,9 % à 0,1 %.

Pour résumer : Le chêne et ses variétés occupent une étendue de 281.530 ha. 62, soit par rapport à la surface totale des feuillus 36,5 % ; ce taux descend à 30,8 %, en ce qui concerne la surface totale des forêts de l'Etat. Le hêtre, à lui seul, s'étend sur une aire de 242.032 ha. 20 ou 26,3 % de l'étendue des forêts.

Vu la grande proportion qu'accusent les feuillus et spécialement le chêne, on peut déduire que les conditions climatiques et telluriques sont particulièrement favorables à ces essences.

Au point de vue de l'étendue de ses forêts, la Roumanie occupe, parmi les pays européens, le 6^e rang, avec 21 % de sa surface boisée, proportion qui existe aussi en Norvège ; elle se place entre l'Allemagne avec 25,72 % et la Suisse avec 20,8 %.

L'étendue du domaine forestier du pays, indiquée par la statistique de 1900 (1) serait de 2.744.048 hectares ; d'après les données de la dernière statistique, celle de 1905 (2), cette étendue serait de 2.755.755 ha. 70.

Quant à la répartition des forêts, on constate d'après la statistique de 1905, que sur les 32 départements du pays, l'étendue boisée de 12 d'entre eux dépasse 21 % de leur surface et, prenant à part quatre de ces douze

1. Notices sur les forêts du royaume de Roumanie, 1900.

2. Statistica Ministerului de Domenii, 1905.

départements, la surface boisée de l'un d'entre eux atteint 49,9 % et, en y ajoutant celle de trois autres, qui sont fort boisés, on trouve que la surface boisée de ces 4 départements représente la moitié de l'étendue territoriale de ces départements. Viennent ensuite 13 départements qui accusent des proportions boisées variant entre 19 et 10,9 % de leur territoire ; le reste de 7 départements offre des variations entre 9,8 % et 2 % de leur territoire.

D'après ce qui précède, il résulte que les forêts sont réparties dans les divers départements d'une manière très irrégulière.

Si l'on veut établir une proportion entre la surface boisée et le nombre d'habitants du pays, on voit que dans 5 départements ce rapport dépasse 1 hectare par habitant. La plus grande étendue de 1 ha. 33 se trouve dans le département de Neamtzou, en Moldavie ; vient ensuite le département de Suceava avec 1 ha. 07 par tête d'habitant ; deux autres départements ; Gorj avec 1 ha. 26 et Valcea avec 1 ha. 05 se trouvent en Olténie. En Valachie il n'y a qu'un seul département qui accuse plus d'un hectare par tête d'habitant, c'est le département de Muscel avec 1 ha. 19 ; 5 autres départements ont plus d'un demi-hectare par tête d'habitant ; dans 10 autres départements, le rapport des étendues boisées varie entre 0 ha. 40 et 0 ha. 25 ; les 12 autres départements possèdent des surfaces boisées, variant entre 0 ha. 22 par tête d'habitant et 0 ha. 06 dans le département de

Braïla, département de plaine, sis dans le bas Danube(1).

Les divers propriétaires qui se partagent les forêts du pays sont :

Les particuliers qui possèdent	1.492.841	hectares
L'Etat	1.065.528,70	—
Les communes et les établissements publics	125.985	—
Le domaine de la Couronne .	71.401	—
Total des forêts du pays .	2.755.755,70	hectares

D'après les données ci-dessus, les particuliers possèdent la plus grande partie (54,2 %) de l'étendue totale boisée ; l'Etat vient ensuite, avec une proportion de 38,8 % ; les communes et les établissements publics avec 4,50 % et, en dernier lieu, le domaine de la Couronne avec 2,5 %.

Il est toutefois permis d'espérer que l'Etat acquerra, par la suite, un plus grand territoire forestier, si la loi pour l'institution de la Caisse des forêts, promulguée le 30/12 mars 1910, venait à être appliquée. Entre autres, l'objet de cette Caisse sera d'acheter des forêts, tant pour en faire des forêts de protection, que pour répondre à l'intérêt général. On ne saurait assez approuver de telles mesures, vu que l'Etat comme toute autre personne morale est le seul qui puisse considérer la forêt, non pas comme une source de revenu, appelée à satisfaire les intérêts du moment (comme c'est souvent le cas pour des particuliers), mais comme un fonds utile dans un avenir moins rapproché.

1. Statistica Ministerului de Domenii, 1905.

Les forêts appartenant à l'Etat occupent une surface de 1.085.033 hectares, suivant les données statistiques de 1900, et elles proviennent de la sécularisation des biens de l'Eglise en 1859; la surface enregistrée par la statistique de 1905 est de 1.065.528 ha. 70.

	Statistique 1900	Statistique 1905
Forêt sans vides :	921.644 hect.	918.825 ha. 49
Vides et clairières :	163.389 hect.	146.703 ha. 21

La différence qu'accusent les chiffres, pour la forêt sans vides, provient : d'une évaluation plus correcte, au moment de la statistique de 1905, des défrichements effectués dans la Dobroudja pour rendre les vétérans propriétaires, de l'érosion par les eaux de quelques berges boisées. Quant aux vides et clairières, leur étendue a diminué, grâce à quelques reboisements. D'un autre côté, par endroits, les vides et les clairières sont loin d'être improductifs, vu que la plupart sont des pâturages dans la montagne ou des prairies dans les clairières. Une faible proportion est occupée par des roches dénudées ou des terrains marécageux (1).

Quant à la répartition des forêts dans les divers départements et entre les divers propriétaires, suivant les données de la statistique de 1905 du ministère des Domaines et de l'Agriculture, l'Etat possède des forêts

1. Notices sur les forêts du royaume de Roumanie, 1900.

de plus de 50.000 hectares, vides compris, dans six départements, dont un seul renferme 51.794 ha. 71, les autres ont des étendues variant entre 147.654 ha. 35 (le département de Neamtzou, en Moldavie) et 62.688 ha. 97. Dans 20 départements l'Etat possède des forêts, dont l'étendue varie entre 46.416 ha. 65 et 10.560 hectares; dans les six derniers départements, la surface des forêts oscille entre 9.749 ha. 22 et 5.119 ha. 20. Quant aux vides, ils atteignent la plus forte proportion : 9,3 % et 8 % de l'étendue totale des vides dans les départements de Muscel et d'Argesh, départements de montagne; comme nous l'avons dit, ces emplacements sont mis à profit par le pâturage.

Quant au nombre total des forêts de l'Etat, il est de 1.169 contre 1.122 suivant la statistique de 1900, qui indiquait comme faisant partie des massifs forestiers voisins, des forêts qu'on détacha par la suite. En Olténie l'Etat possède dans les cinq départements un nombre de 238 forêts; en Valachie 576 forêts, éparpillées dans ses douze départements; en Moldavie le nombre est de 237 forêts et, dans les deux départements de la Dobroudja, on en compte 118.

Dans 4 départements, les particuliers possèdent des forêts, dépassant 100.000 hectares, ce qui donne une proportion variant entre 7,2 % et 12 % par rapport à l'étendue totale des forêts des particuliers. Dans 8 autres départements, les forêts dépassent 50.000 hectares, tandis que dans 18 départements la proportion varie

entre 2,9 % et 0,1 % par rapport à l'étendue des forêts possédées par les particuliers ; dans le département de Constantza, les particuliers possèdent 86 hectares et dans celui de Tulcea 662 hectares.

Les communes et les établissements publics ont des forêts plus étendues, qui dépassent 15.000 hectares dans deux départements, ce qui donne la proportion de 22,9 % et 13,6 % du total de ces forêts ; dans 4 départements l'étendue dépasse 5.000 hectares ; dans 25 départements, le taux qu'elles accusent oscille entre 3,9 % et 0,1 % de leur total. Dans le département de Covurlui les communes et les établissements publics ne possèdent aucune forêt.

Les forêts du Domaine de la Couronne sont situées dans 8 départements dont 2 accusent le taux de 58,3 % et 18,4 % de leur total ; dans 4 départements la surface dépasse 2.287 hectares ou 3,2 % ; dans 2 départements leur étendue descend au-dessous de 500 hectares.

En résumé, l'Etat possède, relativement, moins de forêts que les particuliers, dans la région des montagnes où, vu la difficulté de l'exploitation, du défrichement, force fut aux propriétaires de les garder. On y trouve souvent de beaux épicéas de 40 à 60 mètres de hauteur et de 1 mètre de diamètre à 1 m. 30 du sol (1).

Dans la région des collines on ne trouve que dans les forêts de l'Etat des sujets, dont le fût atteint de 10 à 12 mètres et un diamètre de 60 centimètres à 1 mètre.

1. Notices sur les forêts du royaume de Roumanie, 1900.

CHAPITRE III

Exploitation. Régime forestier. Législation et administration forestières.

Avant d'aborder la question de l'exploitation, nous croyons utile de dire quelques mots sur l'état des forêts. Quiconque consulterait les ouvrages des chroniqueurs roumains et des écrivains étrangers du XVIII^e et du XIX^e siècle sur la Roumanie, y trouverait des considérations sur les forêts du pays. Dans son ouvrage *Les bois indigènes et étrangers*, M. Bouquet de la Grye donne son appréciation sur diverses espèces d'arbres de la Moldavie. C'est ainsi que le sapin qu'on y rencontre est préférable, à son avis, à celui que fournissent les bois de la Suède. Il passe en revue le sapin rouge, dont on pourrait faire d'excellents bordages ; le hêtre qui est supérieur à celui de France ; le frêne susceptible d'être poli, d'une qualité fort appréciable, le chêne qui égale les chênes de Bourgogne, mais avec de plus fortes dimensions (1). D'autre part, le même auteur dans son

1. Bouquet de la Grye. *Les bois indigènes et étrangers*, 1875.

« Rapport à Messieurs les administrateurs du Domaine, sur l'état des forêts et de l'organisation du service forestier en Roumanie, 15 octobre 1875 » dit que l'habitude de considérer les forêts de l'Etat comme une propriété commune est invétérée dans le peuple roumain. Chacun peut prendre impunément ce qui lui convient. Les plus belles perches, dont l'exploitation est facile, ont disparu. Si cela n'est pas toujours aisé, les gens s'attaquent aux branches de l'arbre ; pour les atteindre, ils creusent le tronc à coups de hache. Pour s'épargner toute fatigue, ils mettent le feu au pied de l'arbre qui finit par tomber. Les bergers allument pour se chauffer, de vieux troncs qui brûlent pendant des semaines entières. C'est un foyer permanent, qu'ils n'ont pas même la peine d'attiser. Les bûcherons essaient la qualité du bois sur pied, à l'aide d'une entaille au flanc. La plupart des sapins portent cette empreinte barbare. Toutes ces pratiques ont singulièrement réduit la valeur des forêts, qui auraient disparu sans les qualités exceptionnelles d'un sol, doué d'une merveilleuse fertilité.

Pour clore ces quelques considérations sommaires, nous citerons encore M. E. de Martonne, qui dans son ouvrage « *La Valachie* », expose ses appréciations sur les forêts du pays. Il y est dit que la haute montagne, malgré la dévastation des pâtres et des bergers, est encore couverte d'un manteau imposant de forêts séculaires de hêtres, de sapins et d'épicéas. C'est la région

la plus riche en essences de valeur, mais l'État n'y possède que 23 % de la surface boisée, alors que les particuliers possèdent 73 % et les communes 4 % de cette surface.

Tous ceux qui ont parlé de la situation économique de la Valachie ont signalé l'exploitation barbare de ces forêts. Malgré cela, dans la région des collines, dans les parties les plus élevées, on trouve encore le chêne et ses variétés qui forment de véritables futaies.

La cause de la diminution du domaine forestier réside, en partie, dans les pratiques barbares qui avaient pour but d'obtenir des pâturages ou le bois nécessaire. Ce qui a contribué dans une large mesure à la ruine des forêts a été aussi l'état politique du pays, qui soumis à la Turquie, avait, par divers traités, l'obligation de lui fournir le bois nécessaire à des prix avantageux ou même à titre gracieux.

Les guerres fréquentes entre les Russes et les Turcs avaient un effet désastreux sur nos forêts. Le passage des armées russes à travers notre pays était marqué par de nombreux ravages, soit en raison d'incendies qu'ils allumaient par inadvertance, soit en raison de leur système on ne peut plus défectueux, pour se procurer le bois dont ils avaient besoin.

Il faut encore grossir cette liste par les guerres que les Roumains avaient, tantôt avec les Turcs, tantôt avec les Hongrois, les Polonais ou les Tatars et qui

pas mal de fois ont eu comme champ de bataille, la forêt, d'où l'armée roumaine, embusquée, attaquait l'ennemi.

D'après les chroniqueurs, les rues de certaines villes comme Bucarest, Iassy, Craïova étaient pavées avec des poutres en chêne ; cela entraînait des exploitations réitérées, le pavage devant être souvent refait.

Cet état de choses a duré depuis le ^{xvii}^e siècle jusqu'à la moitié du siècle dernier et il a pris fin lorsque est apparu le pavage avec des dalles.

Un autre ravage était causé par les propriétaires qui incendiaient leurs forêts, tant pour augmenter leur terrain de culture, que pour recueillir la potasse, que des Anglais et des Hollandais se procuraient en Roumanie, au commencement du ^{xviii}^e siècle.

A diverses reprises, des lois furent édictées pour empêcher la dévastation des forêts. Parmi les plus importantes nous signalerons la loi de 1843 en Moldavie.

A l'instar du Code forestier français qu'avait en majeure partie suivi le législateur, elle renfermait des règles pour l'exploitation des forêts appartenant aux monastères. Malheureusement, elle fut mise en application par des personnes dépourvues de toute connaissance de sylviculture, ce qui occasionna des abus, même en leur présence. En 1847 fut promulguée en Valachie, une loi, qui défendait l'exploitation des forêts des monastères, sauf dans des circonstances exceptionnel-

les. Cela donna encore lieu à de nombreuses déforestations, vu qu'il n'existait pas d'autorité chargée du contrôle.

En 1860 fut créée la Direction de Sylviculture. Elle dépendait du ministère de l'Instruction et des Cultes, mais elle fut supprimée en 1863 en même temps que le corps forestier, qu'on estimait incomplet et, par là, inutile. Les forêts relevèrent de l'autorité administrative jusqu'en 1872, époque à laquelle furent créés les postes d'inspecteurs, de chefs et de sous-chefs de circonscription forestière et de gardes. En 1881 fut voté le premier Code forestier (1). Il fut abrogé en 1910 et remplacé par le Code forestier promulgué le 1^{er} avril 1910. Ces deux codes renferment des dispositions ayant trait tant à l'exploitation qu'à la conservation et à la régénération des forêts.

Le Code actuel soumet au régime forestier les forêts suivantes : celles qui appartiennent à l'Etat, au Domaine de la Couronne, à la Caisse des Ecoles, à la Caisse de l'Eglise, aux départements, aux communes, à l'Ephorie des hôpitaux civils de Bucarest et à la Curatelle Saint-Spiridon de Iassy, aux établissements de bienfaisance et de culture nationale, aux églises qui ne dépendent pas d'un monastère, aux communautés, aux fondations publiques ou particulières, aux sociétés anonymes et

1. Expunerea de motive a proiectului de cod silvic, A. Carp, ancien ministre de l'Agriculture et des Domaines.

à toute autre société douée de la personnalité juridique ; les forêts que l'Etat ou les personnes ci-dessus posséderaient par indivis ; celles que les moshneni ou razeski (1) possèdent par indivis ; celles qui sont situées sur les sommets ou les penchants des montagnes ou des collines sises dans la région des montagnes ; les forêts de protection, c'est-à-dire dont l'existence est nécessaire pour empêcher les éboulements, la dislocation des pierres et des rocs, les érosions et la formation des sables mouvants ; celles qui protègent les bords des cours d'eau et règlent les eaux et la conservation des sources ; les forêts désignées par le ministère de la Guerre comme nécessaires à la défense du territoire du pays ; les forêts des particuliers, qui demanderaient qu'elles soient placées sous ce régime.

D'après le Code en vigueur, le nombre des forêts soumises au régime forestier est plus grand que par le passé.

Toutes les forêts soumises au régime forestier ne peuvent être exploitées que sur la base d'un aménagement ou d'un règlement d'exploitation royal. L'aménagement s'applique aux forêts appartenant à toute société ou à tout groupement doué de la personnalité juridique, leur devoir étant de produire du bois d'œu-

1 Paysans propriétaires de Valachie et de Moldavie qui n'ont jamais été serfs.

vre ; le règlement d'exploitation s'applique aux forêts des particuliers qui peuvent tirer profit de ces forêts sans poursuivre la production du bois d'œuvre, qui exige de longues révolutions. Les propriétaires doivent reboiser la surface déboisée avec des essences propres à la région (1).

L'aménagement et le règlement d'exploitation doivent être exécutés par les agents forestiers ou par des sylviculteurs reconnus, après vérification du conseil technique ou même des sylviculteurs de l'Etat, sur le terrain.

Le conseil technique est composé de 5 membres pris parmi les inspecteurs généraux forestiers ou parmi les inspecteurs forestiers de l'Etat et nommés par décret royal.

Le Code de 1881 prescrivait aussi l'aménagement pour toutes les forêts de l'Etat, dans un délai de 15 ans au plus, mais faute de personnel ou de fonds ou pour ces deux motifs, à la fois, cette disposition tomba en désuétude. Pour remédier à cet état de choses, on vota en 1896 la modification de l'article précité. Les aménagements devaient être exécutés chaque année dans la limite des moyens dont disposerait l'Etat ; jusqu'à l'exécution des aménagements, l'exploitation des forêts soumises au régime forestier devait avoir lieu à la suite

1. A. Constantinescu, ancien ministre de l'Agriculture et des Domaines.

d'une étude sommaire faite par un sylviculteur de l'Etat qui devait déterminer dans quelles proportions l'exploitation pouvait être effectuée. Les sylviculteurs reconnus par l'Etat pouvaient aussi faire l'étude précitée. Cette mesure non plus n'a pu donner tout ce qu'on en attendait. Il est aisé de comprendre qu'un sylviculteur qui a sous sa dépendance 30.000 hectares ne peut suffire à toutes ses obligations.

L'aménagement d'après le nouveau code devra remplir certaines conditions : il sera fait à la suite d'une étude sérieuse sur les circonstances locales ; il fixera les conditions et le mode d'exploitation qui assurera la régénération de la forêt avec des espèces de valeur propres à la région et la production du bois d'œuvre et de construction là où la nature du terrain et des essences le permet.

L'aménagement des forêts particulières, ainsi que les règlements d'exploitation de ces forêts doivent prévoir la somme à consigner chaque année avant de commencer l'exploitation, au compte du Ministère des Domaines, à titre de cautionnement, pour garantir que le reboisement sera exécuté. Sans cela l'exploitation ne peut commencer. Toutefois le cautionnement ne dépassera pas 10 francs par hectare ; douze ans après la promulgation de cette loi le Ministère des Domaines pourra sous certaines conditions dispenser de cette garantie le propriétaire, qui aura exploité sa forêt au moins pendant dix ans, suivant les règles établies et au cas

où une enquête faite sur les lieux aura établi que les portions exploitées sont régénérées dans de bonnes conditions et que l'on prend soin des portions régénérées.

Les propriétaires des forêts particulières soumises au régime forestier, qui commenceraient l'exploitation sans avoir déposé de garantie, sans aménagement ou règlement d'exploitation ou en violation des dispositions y comprises, seront frappés d'une amende de 300 à 500 francs et en cas de récidive de 600 à 800 francs par hectare. L'amende est calculée d'après le nombre d'hectares exploités dans ces conditions. La même peine frappera aussi les exploitants des forêts achetées aux propriétaires ci-dessus, si la coupe est faite sans aménagement ou règlement d'exploitation, ou en violation des dispositions y comprises.

Si l'exploitation a lieu par nombre d'arbres, le propriétaire ou l'exploitant qui n'aurait pas respecté les dispositions ci-dessus, tomberait sous le coup de l'article 60. Cet article prévoit, entre autres, l'application de l'amende, d'après les tarifs annexés au Code forestier, pour ceux qui auront coupé d'autres arbres que ceux qu'ils devaient vendre ou un nombre supérieur à celui auquel ils avaient droit. Si les arbres coupés n'existent plus, la grosseur sera déterminée d'après la circonférence de la souche ; à défaut de celle-ci, la grosseur sera fixée par les autorités judiciaires d'après celle que les agents forestiers auront constatée à d'au-

tres arbres qui se trouveraient autour de l'endroit où étaient placés les arbres coupés.

En outre, le Ministère de l'Agriculture et des Domaines, sur avis du conseil technique, pourra suspendre une exploitation qui serait effectuée sans aménagement ou sans règlement d'exploitation, jusqu'à ce que le propriétaire ou l'exploitant ait rempli les prescriptions requises par la loi. L'exploitation pourra encore être interdite, lorsque le Ministère aura constaté qu'elle s'écarte des prescriptions de l'aménagement ou du règlement d'exploitation.

Comme nous l'avons déjà dit, à côté de l'obligation pour la conservation de la forêt, le code actuel prescrit aussi celle du boisement.

Si le propriétaire ou l'exploitant, dans le délai fixé par l'aménagement ou le règlement d'exploitation, n'a pas rempli l'obligation du boisement ou s'il l'a effectué dans de mauvaises conditions, le ministre de l'Agriculture et des Domaines aura le droit sans sommation, mise en demeure ou procès, de fixer l'époque du boisement, époque qui dépend du climat, de la nature des espèces, du sol, etc., et de faire faire au compte du propriétaire ou de l'exploitant, les travaux nécessaires à l'entretien du domaine, en employant à cet effet, la garantie déposée conformément à l'article 3 du Code forestier de 1910.

En outre, l'Etat encouragera les boisements :

1° En faisant faire par ses agents forestiers et à la

demande des propriétaires particuliers, les plans et les devis pour le repeuplement de leurs forêts et dans des cas déterminés, en indiquant, dans leur ensemble ou en partie, les travaux de reboisement.

2° En procurant aux propriétaires, dans la limite des quantités dont il dispose, les semences ou les pousses nécessaires au repeuplement de leurs forêts.

3° En accordant des prix d'encouragement aux propriétaires qui auraient fait une bonne exploitation de leurs forêts et des boisements dans de bonnes conditions, surtout pour les forêts situées dans la région des montagnes, dans celle des collines, dans des endroits sujets aux éboulements ou sur des sables mouvants.

4° En contribuant avec les sommes nécessaires au reboisement des forêts des moshneni ou razeshi au cas où la garantie fixée (50 francs par hectare) ne suffirait pas à cette besogne.

5° En réduisant de moitié les impôts qui frappent les forêts en exploitation, lorsque les prescriptions relatives à l'aménagement auront été suivies et si les propriétaires les exploitent quand les forêts peuvent donner du bois ouvrable et de construction (70 ans au moins).

Le défrichement des forêts soumises ou non au régime forestier ne peut se faire que dans les cas prévus par la loi. Seront considérés comme défrichement : 1° le pâturage dans les ensemencements naturels, dans les plantations et les rejets au-dessous de l'âge de

10 ans, exception faite pour les forêts prévues aux articles 15 et 16 dont nous aurons à nous occuper en parlant du pâturage dans les forêts; 2° le fait d'incendier une forêt ou de pratiquer une exploitation vicieuse ayant pour effet la destruction totale ou partielle de la forêt.

Le défrichement sera permis dans les cas suivants : 1° Pour les forêts des plaines, lorsqu'un quart au moins de la surface totale de la propriété restera boisée ; 2° lorsque le propriétaire s'engagera à planter sur l'emplacement défriché des arbres fruitiers et il ne sera accordé de permission de défrichement qu'au fur et à mesure des travaux de plantation ; 3° lorsque la forêt située dans la plaine aura une étendue inférieure à 25 hectares et se trouvera à une distance d'au moins 1 kilomètre d'une autre forêt dont la superficie serait d'au moins 5 hectares, sans cependant pouvoir faire ensemble un corps de forêt supérieur à 25 hectares ; 4° lorsqu'il sera nécessaire de donner un périmètre régulier à une forêt, sans que toutefois la partie défrichée dépasse 2 % de la superficie totale ; 5° lorsqu'il faudra de toute nécessité construire des habitations et autres bâtiments pour l'exploitation, des chaussées ou autres moyens de transport, qu'on devra créer des dépôts pour le bois et ouvrir des lignes d'aménagement ou de séparation, au cas où la forêt serait partagée par les propriétaires qui la possèdent par indivis ; 6° lorsqu'en échange d'un terrain situé dans la forêt, on donnerait à son pro-

priétaire une étendue équivalente située près de son périmètre ; 7° lorsque la portion à défricher sera préalablement compensée par une portion boisée égale et dont les plantations âgées d'au moins trois ans, présentent toutes les garanties pour la réussite du boisement ; le défrichement de la portion à défricher pourra commencer après enquête faite dans la localité, par un agent forestier supérieur et après avis du conseil technique, approuvé par le ministère de l'Agriculture et des Domaines.

Le pâturage n'est pas permis dans les forêts soumises au régime forestier et qui n'appartiennent pas aux particuliers. Il est toutefois permis dans les forêts de marais, situées sur la rive ou les îlots du Danube ou sur d'autres cours d'eau. Si la forêt est exploitée en têtard, il n'y a pas de restriction d'âge, mais si la forêt est exploitée à blanc étoc, le pâturage est permis seulement au cas où la forêt est constituée par des espèces blanches (à bois mou) et si elle est âgée de 5 ans révolus. La même condition est imposée aussi aux forêts de marais des particuliers. Dans leurs autres forêts le pâturage est permis, si les forêts sont exploitées à blanc étoc ou à futaies régulières et si elles sont âgées de plus de 15 ans après la coupe.

Les portions de forêt seront désignées, dans les deux cas, par des agents forestiers de l'État, à la suite d'une inspection sur les lieux, faite avec l'assistance de l'autorité communale respective et en présence du pro-

propriétaire ou de son représentant légal. Les agents forestiers fixeront aussi le nombre de bestiaux qui seront admis au pâturage.

Le pâturage est complètement interdit : 1° Dans les forêts traitées en hautes futaies jardinées, lorsque la révolution adoptée est moins de 15 ans ; 2° dans les forêts de protection et dans celles qui sont situées sur des terrains effondrés ou menacés de s'effondrer par suite du pâturage.

Quant aux forêts des particuliers non soumises au régime forestier, le pâturage est permis lorsque la forêt est âgée de 10 ans ; dans les forêts d'espèces blanches, il est permis trois ans après la coupe.

L'amende qui frappe le propriétaire du bétail paissant dans les forêts, où le pâturage est interdit, est de 50 centimes par mouton ou agneau ; 1 fr. 50 par cochon ; 2 francs par cheval, âne, mulet, bête de somme, veau ou pouliche ; 3 francs par buffle, chèvre ou bouc. Si la forêt est âgée de moins de 10 ans, l'amende sera double.

Le propriétaire qui aura permis le pâturage en contravention avec la loi sera frappé du double de l'amende. Si les animaux paissent dans des pépinières ou des plantations âgées de moins de 10 ans, dans des prés ou des jardins destinés à un usage public, le propriétaire de ces animaux sera condamné à une amende triple. En outre, tous les délinquants ci-dessus payeront des dommages-intérêts, qui sont laissés à l'appréciation des instances judiciaires. Les juges ne pourront réduire la

valeur du matériel, prévue dans la loi ou dans les tarifs.

Après avoir parlé du régime forestier, passons aux modes d'exploitation.

Le taillis simple a été adopté avec une révolution de 3 à 5 ans pour les forêts de bois blanc, des marais, des îlots du Danube, de chêne dégradées des plaines. Le produit obtenu consiste en bois de chauffage et verges pour des haies. Ce traitement a été appliqué avec une révolution si courte à des forêts de chênes, parce que par suite du pâturage pratiqué à outrance et autres actions nuisibles, elles ne possèdent plus la possibilité d'atteindre un âge plus avancé pour fournir du bois durable ou de construction ; à l'avenir, grâce à des soins méticuleux par rapport à la nature de la végétation, à l'étendue des vides, à l'état des arbres, on pourra les soumettre à un mode de traitement propre à fournir des produits de plus de valeur. La surface ainsi exploitée a été de 70.210 ha. 54 :

36.584 ha. 39 de 1889 à 1899 ;

33.62 6 ha.15 de 1899 à 1905.

Le taillis composé ou taillis sous futaie a été surtout appliqué aux forêts de collines et de plaines. En Valachie le nombre des réserves dans les forêts de feuillus a été longtemps de 80 par hectare, mais comme ce nombre a été jugé insuffisant, vu le résultat acquis, on en a augmenté le nombre. Toutefois, malgré les améliorations obtenues, on a constaté que ce mode de traitement ne convient pas à tous les feuillus du pays et

la décision ministérielle de 1893 a disposé que les forêts de plus de 300 hectares doivent être traitées en futaie. Cette conversion s'imposait aussi par la dépréciation du bois de chauffage que les forêts des particuliers fournissent d'une manière suffisante. La surface exploitée en taillis sous futaie est de 71.226 ha. 88 :

57.713 ha. 39 de 1889 à 1899 ;

13.513 ha. 49 de 1899 à 1905.

La futaie régulière a occupé une surface de 9.382 ha. 68 :

4.635 ha. 73 de 1889 à 1899 ;

4.746 ha. 95 de 1899 à 1905.

La futaie à blanc étoc a été appliquée à 9.673 ha. 98, dont :

5.532 ha. 05 jusqu'en 1899 et 4.141 ha. 93 de 1899 à 1905.

La futaie jardinée a été pratiquée sur une étendue de 48.490 ha. 87 dont on a extrait 1.031.381 arbres ou 21,3 arbres en moyenne par hectare.

La surface exploitée depuis 1889 à 1899 était de 123.480 ha. 49 en dix ans, tandis que pour la période de 1899 à 1905 elle est de 85.584 ha. 46 en six ans ; cet accroissement de l'exploitation est dû à la crise agricole et financière de 1899 à 1900.

En résumé, la surface totale effectivement exploitée jusqu'en 1905 était de 208.984 ha. 95 ; la partie non exploitée était de 709.840 ha. 54.

La valeur économique de la forêt non exploitée n'est

pas uniformément appréciable, car dans la surface ci-dessus indiquée est comprise aussi celle des forêts de hêtres qui ont commencé à être mises en valeur et qui ont une étendue de 242.032 ha. 20 ; ensuite une portion de 20.867 hectares constituée par des forêts de résineux vendues pour de longues périodes, mais qui ne sont pas encore entrées en exploitation ; viennent ensuite des forêts de chênes qui subsistent encore grâce à l'interdiction du pâturage qui s'y pratiquait abondamment. Ces dernières ne fourniront de longtemps que du bois de chauffage.

Quant à la distribution de l'exploitation, dans le seul département de Neamtzon en Moldavie, l'exploitation accuse un taux de 20 % de la surface totale exploitée jusqu'en 1905.

Ce qui a surtout décidé de la mise en exploitation d'une forêt ce n'est pas tant son importance, que sa proximité des centres pourvus de moyens de transport, la facilité d'ouvrir des voies de vidange.

L'importance de cette dernière considération nous a semblé démontrée par M. Bouquet de la Grye et nous avons cru utile de reproduire ce passage (1) : « L'ouverture de bonnes voies de vidange est une des nécessités les plus impérieuses de la culture forestière. Un produit aussi encombrant que le bois perd la plus grande partie de sa valeur sur pied, si les frais de

1. Bouquet de la Grye. *Les bois indigènes et étrangers*, 1875.

transport sont élevés ; il y a donc pour le propriétaire forestier un grand avantage à réduire ces frais au minimum, en disposant les voies de vidange de manière à desservir toutes les coupes. »

L'Etat a, d'ailleurs, pris des mesures pour obvier à cet inconvénient à cause duquel il n'exploite presque plus de forêts dans les plaines ; et, par la loi du 17 mai 1892, fut créé un fonds de mise en valeur des forêts de l'Etat avec, à partir du 1^{er} avril 1893, un prélèvement de 2 % sur le produit brut des ventes du bois des forêts de l'Etat. Le capital ainsi formé devait, entre autres, être employé à la création de chemins forestiers, de canaux, de glissoires, etc.

Par la loi promulguée le 28 mars 1896, ce fonds, qui se trouvait consigné à la Caisse des Dépôts et Consignations, fut supprimé à partir du 1^{er} avril 1896.

Par la loi promulguée le 16 mai 1900 il fut rétabli dans le même but.

La somme de 207.998 fr. 50, prélevée en vertu de la loi du 16 mai 1892 aura le même emploi.

En vertu des dispositions ministérielles, les paysans jouissent du droit de ramasser du bois mort dans les forêts de l'Etat et, en échange d'un permis valable une année, ils s'obligent à travailler dans la forêt six à huit jours par an. Ces journées de travail doivent être employées suivant l'esprit des dispositions ministérielles, à tracer des routes. On pourrait ainsi obtenir dans tout le pays peut-être quelque 100.000 journées de travail, ce qui

représente le déplacement d'un volume de 200.000 mètres cubes. L'auteur de cette assertion, quoique préconisant l'achat du permis dont nous avons parlé ci-dessus, soutient que même avec l'habitude actuelle de faire payer aux paysans leur permis par des journées de travail, le profit serait appréciable, si seulement elles étaient effectivement consacrées à créer des routes. C'est alors que tous les produits de nos forêts au lieu de pourrir sur place, faute d'acquéreurs qu'effraie la difficulté du transport, se transformeraient en sources de revenus. Il recommande aussi un prélèvement de 5 % du revenu net des ventes des produits accessoires des forêts afin d'instituer un fonds pour la création de chemins forestiers (1).

D'ailleurs par la loi du 23 décembre 1906 ce fonds de 2 % pour la mise en valeur des forêts fut augmenté. On préleva 5 % à partir du 1^{er} avril 1907 sur le produit net des ventes du bois des forêts de l'Etat.

A partir de l'exercice 1911 à 1912 le même fonds a été fixé à 10 % du revenu annuel qui résulte de la vente aux fins d'exploitation des forêts de l'Etat ainsi que de tout produit ligneux ou non ligneux du périmètre de ses forêts.

De ce qui précède une conclusion nette se détache : à l'avenir le domaine forestier de l'Etat pourra s'accroître et s'améliorer, partant acquérir une plus-value,

1. M. Tanasescu. *Valea Lotrului*.

ce qui n'était guère facile par le passé à cause du manque ou de la modicité des fonds et surtout à cause de leur instabilité.

Nous exposerons à grands traits les conditions du règlement régissant la vente aux fins d'exploitation des forêts de l'Etat.

L'Etat ne pourra vendre ses forêts que par un nombre d'hectares déterminé pour chaque forêt en particulier, détermination fixée aussi bien pour la durée entière de l'exploitation que pour chaque année en particulier. Dans les conditions spéciales à chaque forêt seront déterminées non seulement les limites de la portion de forêt mise en exploitation, mais aussi les limites du lot à exploiter chaque année. L'Etat ne garantit ni la quantité, ni la qualité, ni l'âge du peuplement des lots. L'exploitant est obligé à exploiter les coupes dans l'ordre établi par le règlement d'exploitation, c'est-à-dire en respectant l'étendue et le terme désigné pour chaque coupe. Sauf clauses spéciales, celle-ci doit être exploitée chaque année en entier. Toutefois, si pour la première année de l'exploitation, la confirmation de l'adjudication et les formalités exigées étaient accomplies après le 1^{er} septembre (époque à laquelle commence l'abatage, tant pour l'exploitation par arbre que pour l'exploitation par hectare), l'exploitant peut faire abattre la portion restée sur pied, en même temps que la coupe suivante.

L'abatage doit cesser à la fin du mois de mars; seuls

les tilleuls peuvent être abattus jusqu'au 1^{er} juin ; les résineux seront exploités dans la montagne tout le long de l'année. Les arbres qui se trouveraient sur pied au jour fixé pour la clôture de l'abatage reviennent de droit à l'Etat.

L'exploitant ne peut entamer l'exploitation d'une coupe qu'après que le chef du cantonnement respectif lui aura visé le récépissé de l'acquittement du fermage pour la coupe en cours d'exploitation. Si l'exploitant trouve que la délimitation et l'étendue de la coupe, ainsi que le nombre des réserves ne sont pas conformes au procès-verbal de transmission, il dressera une contestation par devant le chef forestier du cantonnement, qui devra se transporter immédiatement sur les lieux, pour procéder à la mise au point, qui réaliserait l'application du contrat. Ces divers procédés seront insérés dans un procès-verbal.

Néanmoins, si l'exploitant aura adressé sa contestation, aussi au chef de la région forestière respective, qui aura procédé aux mêmes constatations, en présence du chef de cantonnement et de l'exploitant, ce dernier encourt une amende de 25 francs par journée employée par le chef de région à la vérification du contrat sur les lieux.

Toute contestation est nulle si elle est faite après que l'abatage a commencé. Celui-ci doit s'effectuer d'une manière régulière, sans que les bûcherons ou abatteurs reviennent une seconde fois sur leurs pas. La

coupe de l'arbre sera oblique. Le côté élevé ne dépassera pas la moitié du diamètre du fût abattu, tandis que l'autre sera à ras du sol. Tout arbre coupé en dérogation de cet article sera frappé d'une amende de 50 centimes. Le bois sera rangé en stères, décastères ou en tas, au fur et à mesure de l'abatage. Le bois, qui ne serait pas rangé jusqu'au 1^{er} avril ou porté dans les clairières pour y être transformé en bois d'œuvre, deviendra la propriété de l'Etat. On continuera à enlever le bois de la coupe exploitée jusqu'au 1^{er} mars de la seconde année, calculée à partir du début de l'exploitation de la ci-devant coupe. Toute permission pour continuer le transport au delà de ce laps de temps, ne sera obtenue qu'en dehors de la période de végétation et à raison de 1 franc % par mois de la valeur de la coupe pour le nombre de semaines accordées.

L'exploitant ne peut établir des fours à charbon ou à potasse ou tout autre atelier que, lorsque l'autorisation lui en aura été accordée par clause spéciale et seulement sur les emplacements désignés par le procès-verbal qui a été dressé au moment de la vente par le chef de cantonnement ou par ses supérieurs. L'amende, dont l'exploitant serait frappé, est de 50 francs par chaque four ou atelier.

D'autre part les habitations ou toute installation fixées au sol et établies par l'exploitant en vue de l'exploitation reviennent à l'Etat. Le chef de cantonnement

en dressera l'inventaire et en fera l'estimation, lorsque l'exploitation sera achevée.

Les routes à l'intérieur de la forêt doivent être dégagées pour ne pas entraver la circulation. Toute dégradation des monticules de bornage de la forêt et des coupes sera réparée par l'exploitant, sans quoi, la Caisse des forêts qui procédera aux réparations nécessaires, en recouvrera les frais aux dépens de l'exploitant.

Quant à la garantie déposée par ce dernier elle est égale à la moitié du fermage annuel, calculée d'après la moyenne des coupes vendues.

Le fermage annuel étant fixé par hectare, aux enchères, le prix à verser chaque année dépendra du nombre d'hectares renfermés dans la coupe en cours d'exploitation. L'époque du versement annuel est le 1^{er} août pour les forêts de plaine et le 1^{er} mars pour celles de montagne; il sera effectué soit au ministère des Finances, soit à l'Administration financière du département où se trouve la forêt.

Tout versement effectué après le 1^{er} août ou le 1^{er} mars enlève le droit de réclamation contre le retard apporté dans la transmission de la coupe, exception est faite pour la première année de l'exploitation ; si l'adjudication a lieu après le 1^{er} août le versement devra être effectué quinze jours au plus tard après la confirmation de l'adjudication.

Le Code forestier de 1910 a fixé pour la première fois, des règles pour la vente aux fins d'exploitation des fo-

rêts possédées par des moshneni ou razeshi, pour mettre fin à l'abus qui se pratiquait, tant aux dépens des propriétaires qu'au détriment de la forêt elle-même. Certaines sociétés d'exploitation, formées d'étrangers en majeure partie, payaient l'hectare de forêt de sapins et d'épicéas, âgés de 150 à 200 ans, le prix dérisoire de 80 à 120 francs ; et ailleurs, des forêts séculaires de sapins, 4, 20, 100 francs d'hectare ; le produit retiré par hectare variant entre 200, 300, 400 mètres cubes (1).

Ainsi, l'article 48 du Code forestier exige que la vente en vue de l'exploitation totale ou partielle de la forêt des moshneni ou razeshi soit faite aux enchères par l'intermédiaire du Ministère de l'Agriculture et des Domaines et d'après les mêmes règles que pour les forêts de l'Etat. Les agents forestiers de l'Etat évalueront le matériel ligneux renfermé dans la forêt et cette évaluation sera le point de départ des enchères pour la vente de la forêt. Dans un délai de quinze jours à partir de la date des enchères, le ministère de l'Agriculture et des Domaines fera connaître aux administrateurs du groupe des moshneni le prix le plus élevé obtenu aux enchères.

Le prix de la vente sera versé à la Caisse centrale des Banques populaires qui consignera à la Caisse des Dépôts la somme prévue dans l'aménagement pour le reboisement ; le reste sera distribué au groupe des moshneni en proportion avec les droits de chacun dans

1. D. Zonescu-Zane. « Studii si luerari privitoare la economia si organizatia noastra forestiera ».

l'indivis. Quant à la vente en pleine propriété d'une forêt appartenant aux moshneni, elle se fera par adjudication publique à laquelle sera invité aussi le ministère des Domaines, qui peut acheter la forêt au compte de l'Etat et en respectant les mêmes conditions que tout autre acquéreur.

En ce qui concerne le transport du bois exploité, lorsque ce transport ne pourra pas s'effectuer par la propriété dont dépend la forêt en exploitation, il s'effectuera par la propriété voisine. Les agents forestiers de l'Etat jugeront sur les lieux de la nécessité du transport du bois à travers les propriétés étrangères. Ils indiqueront aussi le temps que le transport devra durer, le trajet à suivre en vue de nuire le moins possible aux propriétés étrangères et l'indemnité à verser aux propriétaires respectifs. Cette indemnité comprendra aussi les frais occasionnés aux propriétaires par la construction des voies et leur entretien.

Si le transport nécessite la construction de nouvelles voies, les frais ne regardent que l'exploitant. Si l'exploitant et le propriétaire ne peuvent tomber d'accord, ce dernier peut faire appel à la justice, mais seulement pour ce qui est du montant de l'indemnité et nullement contre l'utilité et les conditions du passage. En attendant la sentence définitive, le transport du bois ne pourra être empêché, si l'indemnité fixée a été déposée. Si l'exploitant veut construire une voie ferrée, pour le transport du bois, il doit se conformer aux

conditions de la loi pour la construction et l'exploitation des chemins de fer d'initiative privée.

Quand le transport du bois vient à se faire par eau, l'exploitant a le droit d'user de tous les cours d'eau, même de ceux qui ne font pas partie du domaine public ; néanmoins, si ce transport exige diverses constructions hydrauliques, l'exploitant aura à demander l'autorisation du ministère de l'Agriculture et des Domaines. La demande d'autorisation sera accompagnée du plan du cours d'eau et d'un mémoire détaillé, indiquant les constructions hydrauliques. Cette demande indiquera encore l'endroit où commencera et celui où finira le flottage, la quantité et la nature du bois flottable en même temps que les travaux projetés par l'exploitant. La durée de l'autorisation dépendra de toutes les conditions ci-dessus.

L'autorisation ne sera pas accordée à celui qui ne présente pas de garanties sérieuses de solvabilité en ce qui concerne l'indemnisation des riverains pour les dommages causés par le transport du bois ; l'autorisation ne sera pas donnée, quand elle pourrait nuire à des installations agricoles et industrielles, dont l'utilité est plus grande que celle du flottage du bois.

La personne autorisée ne pourra ni construire, ni démolir sans l'autorisation du Ministère. D'autre part toutes les installations à l'expiration de l'autorisation deviennent la propriété de l'Etat (1).

1. Code forestier, 1910.

Parce que la législation a été traitée dans ce chapitre nous ajouterons quelques mots sur la loi pour la vente du bois de chauffage.

Le ministère de l'Agriculture et des Domaines est autorisé à vendre des forêts de l'Etat, le bois de chauffage nécessaire pour une ou plusieurs années aux ministères et aux autorités qui en dépendent, aux départements, aux communes urbaines et aux institutions de bienfaisance, placées sous le contrôle de l'Etat. Ces autorités sont tenues de se procurer le bois dans les forêts de l'Etat, exception faite pour le cas où il n'y aurait pas de forêt exploitable, ainsi que pour le cas où ces autorités posséderaient des forêts exploitables, partant à même de fournir du bois de chauffage.

Le prix de vente sera fixé par le Ministère de l'Agriculture et des Domaines. L'exploitation sera faite par l'autorité qui achète ; celle-ci doit respecter les clauses du contrat de vente, de l'aménagement ou du règlement d'exploitation de la forêt. Le ministère de l'Agriculture et des Domaines est autorisé à vendre aux communes rurales, aux fins d'exploitation, de petits lots, allant jusqu'à 10.000 francs. Ces communes sont obligées de vendre le bois ouvrable qui se trouverait dans les lots achetés, aux artisans et de préférence à ceux de la commune.

Par cette disposition la loi facilite à l'artisan, l'acquisition de la matière première nécessaire à son métier. Cette acquisition n'exigeant pas de fortes sommes, est à la portée des ressources modestes de l'acheteur.

D'autre part la même loi prévoit l'obligation pour les communes urbaines d'installer des dépôts pour la vente directe du bois de chauffage à la population indigente de la ville. Le prix de vente du bois sera celui que la commune a payé en y ajoutant les frais d'administration et de vente.

Nous croyons utile d'ajouter quelques mots sur les deux derniers chapitres du Code forestier qui touchent plus particulièrement à l'administration forestière.

La garde et la police des forêts de l'Etat sont confiées aux agents forestiers supérieurs et inférieurs, tous fonctionnaires de l'Etat.

Les agents forestiers supérieurs sont : les inspecteurs généraux, les inspecteurs, les sylviculteurs en chef, les sylviculteurs et les sylviculteurs assistants, tandis que les agents forestiers inférieurs sont : les brigadiers et les gardes forestiers.

Les agents forestiers supérieurs et inférieurs des différentes institutions et des forêts soumises au régime forestier sont autorisés à remplir leur fonction par le ministère de l'Agriculture et des Domaines. Les agents forestiers supérieurs doivent être nantis d'un diplôme ou d'un certificat de fin d'études de l'École de Sylviculture du pays (Branesti) ou d'une école similaire de l'étranger, dont les titres auront été reconnus valables par la Commission permanente près le ministère de l'Agriculture et des Domaines. Les mêmes conditions

sont requises pour les agents forestiers supérieurs des institutions prévues à l'article 1^{er}.

Quant aux agents forestiers supérieurs au service des particuliers, ils seront autorisés à servir, par le ministère de l'Agriculture et des Domaines, à la suite d'un examen passé devant une commission spéciale désignée par le ministère. Ils seront dispensés de cette épreuve, s'ils prouvent qu'ils ont une pratique forestière d'au moins dix ans, soit dans le pays, soit à l'étranger et que pendant tout ce temps ils ont rempli aussi le rôle de surveillants d'une exploitation.

Les brigadiers de l'État doivent avoir terminé les cours de l'école des brigadiers ; les gardes forestiers doivent savoir lire et écrire et avoir satisfait à la loi du recrutement et avoir servi, de préférence, dans le corps des gardes-frontières. Les brigadiers de toutes les autres forêts pour pouvoir être autorisés à servir, par le Ministère, doivent avoir terminé l'école des brigadiers ou bien ils doivent passer un examen équivalent devant une commission, ou encore prouver qu'ils ont une pratique d'au moins six ans.

La police des forêts soumises au régime forestier est encore exercée par tous les fonctionnaires administratifs et par tous les agents de la force publique, par tous les officiers, sous-officiers et gardes-frontières, par tous les piqueurs et cantonniers des chaussées et par les gardiens des parcs et des jardins destinés à un usage public.

Le personnel forestier supérieur compte 199 fonctionnaires avec une rétribution annuelle de 953.140 fr. ; d'après la statistique de 1900 le personnel forestier supérieur accuse le chiffre de 156.

Faute de données récentes sur le personnel forestier inférieur, nous empruntons les indications nécessaires à la statistique de 1900 : 123 brigadiers et 2.438 gardes ; en dehors de leur indemnité en argent les brigadiers et les gardes ont droit à la jouissance gratuite de 3 hectares de terrain de culture dans les clairières et à 2 décastères de bois de chauffage par an.

Vu la sollicitude de l'État pour la conservation des forêts, dans ces derniers temps le personnel forestier inférieur a aussi, selon toute vraisemblance, de beaucoup augmenté.

Au point de vue administratif tout le pays est divisé en dix régions forestières et en 122 cantonnements ; pour une plus étroite surveillance les régions forestières sont groupées en 16 inspectorats régionaux.

CHAPITRE IV

Pépinières et plantations dans les sables mouvants, dans le Baragan et en Dobroudja. Revenu des forêts.

Les caractères physiques prédominants des sables mouvants de Roumanie sont : la perméabilité, le manque d'hygroscopicité et de ténacité. Par endroits la couche de sable atteint et dépasse 20 mètres de profondeur. Sous l'action des vents, les sables envahissent les terrains qui en sont dépourvus (1).

Quant à la situation des sables mouvants, ils occupent en Olténie quelque 25.500 hectares, dont 9.000 hectares sur les propriétés de l'Etat, 7.000 hectares sur les domaines de la Couronne et des établissements publics et le reste sur diverses propriétés particulières. A l'Est de l'embouchure de l'Olt, on ne trouve plus que, çà et là, quelques dunes recouvertes de forêts venues spontanément. Le long du Pruth, les sables

1. G. Huffel « Nisipurile miscatoare de pe malul Dunarii, din lucrarea « Rapporte privitoare la studiul sumar al padurilor statului. »

n'ont qu'une faible étendue, leur influence nocive est partant infime (1).

Les sables mouvants de l'Olténie étaient stationnaires, il y a quinze à vingt ans, grâce à une couche de végétation qui y prospérait. Mais d'une part le fermage des terres, ayant sensiblement augmenté, les fermiers ont poussé trop avant les terrains de culture et ont labouré des endroits, dont le sol était en majeure partie composé de sable ; d'autre part le pâturage a détruit la couche de végétation, dont nous avons parlé ci-dessus. Les moutons surtout contribuent à cette destruction, avec une rapidité surprenante. Par le fait que pour brouter, ils restent groupés en masse et non pas dispersés comme les bovidés, leurs sabots pointus creusent le sol et ils sont un véritable fléau pour les terrains instables, tant dans la montagne que dans la plaine (2).

L'essence la plus propre à fixer les sables mouvants, surtout en Roumanie, est le robinier. Plus le sable par suite des vents se creuse à la base de l'arbre et en laisse à nu les racines, plus le robinier lutte contre cet inconvénient, par de nouvelles racines ; et, par contre, si la couche de sable s'épaissit, de nouvelles racines poussent plus haut ; quant à sa partie supérieure

1. D. Ionescu-Zane. « Studiu asupra plantatiilor si pepinierelor statului si asupra celor comunale din Dobrogea. »

2. G. Huffel, ouvrage cité.

elle échappe à l'envahissement par sa croissance rapide (1). Son bois résiste longtemps à la pourriture, ce qui fait qu'on l'emploie en bâtisse aux endroits, où les pièces de bois sont le plus exposées aux variations de température. Comme bois de travail, il acquiert un beau poli, nuancé, ce qui le rend propre aux travaux de menuiserie ou d'ébénisterie. Les échalas en robinier sont les plus durables (2). Le pin maritime ne pourrait supporter les hivers excessivement rudes du pays ; le pin sylvestre a une croissance plus lente que le robinier et ce qui plus est, ce dernier drageonne et pousse très bien le long du Danube, dans des sables qui ne manquent d'ailleurs pas de qualités chimiques propres à la végétation. A preuve, des plantations exécutées sur des propriétés particulières entre 1872 et 1878, sur plus de 600 hectares et qui après seize ans, ont contribué à changer du tout au tout l'aspect des terrains.

Un fût de robinier de 0 m. 25 à 0 m. 30 de diamètre se vend en Roumanie de 5 à 8 francs, et le mètre cube de bois de chauffage 5 à 6 francs sur pied, dans la forêt (3).

Toutes ces considérations ont déterminé la plantation du robinier, dans les sables mouvants de l'Olténie.

1. D. Ionescu-Zane. Studiu asupra plantatiilor si pepinierilor statului asupra celor comunale din Dobrogea.

2. *Culture des bois*, par M. Lorenz.

3. D. Ionescu-Zane, ouvrage cité précédemment.

En 1884, deux pépinières ont été créées en Olténie : à Ciuperceni et à Piscu Tunari, dans le département de Dolj, chacune, d'une superficie d'un hectare. Leur étendue a augmenté au fur et à mesure du développement des travaux de boisement, de sorte qu'en 1892 elles occupaient une surface de 20 hectares.

La production moyenne d'un hectare de pépinière, pour lequel on a employé en moyenne 80 à 100 kilogrammes de semence, a été de presque 2.000 plants par kilogramme et les petites racines, après la transplantation des pousses, drageonnaient suffisamment pour fournir une nouvelle récolte, de sorte qu'au bout de quatre ans, un hectare produisait en moyenne 295.000 pousses, provenant des semences et des drageons. Ils revenaient à 1 fr. 75, 2 francs le mille. Les plantations ont été faites en carrés de 4 mètres et, par endroits, un peu plus serrées. La surface boisée de 1884 à 1896 a été de 5.250 hectares, surface renfermant des vides non encore boisés ; les frais ont été de 165.049 fr. 55, ce qui donne 31 fr. 25 par hectare (1).

Le Baragan comprend de vastes terrains situés spécialement dans les départements de Ialomitza et de Braïla. Il est caractérisé par l'absence presque complète de végétation forestière, due au manque d'humidité du sous-sol, à l'insuffisance de l'humidité de l'atmosphère et à la surabondance des sels contenus dans le sol.

1. D. Ionescu-Zanc, ouvrage cité.

L'eau se trouve à une profondeur de 40 à 100 mètres et plus. Les pâturages y sont fort étendus et le bétail de ces régions est parmi le plus beau du pays. Le sol est fertile, argilo-sablonneux.

La plus grande partie du Baragan appartient à l'Etat, qui a entrepris d'y exécuter des plantations, afin d'améliorer le climat, qui présente les caractères des climats extrêmes. Toutefois, ces deux départements ont accusé pour la période de 1891 à 1910 : celui de Braïla pour le maïs une moyenne de 12 hectolit. 5 à l'hectare, pour le blé 11 hectolit. 8 à l'hectare ; pour celui de Ialomitza, qui renferme une plus grande partie de Baragan : 12 hectolitres 5 à l'hectare pour le maïs et 12 pour le blé, pendant que le reste du pays accuse pour le maïs le même chiffre : 12 hectolitres 5 à l'hectare et 12 hectolit. 6 pour le blé (1).

Dans les contrats de fermage conclus pour une époque de dix ans, de 1883 à 1893, par les fermiers de quatorze terres de l'Etat situées dans les départements de Braïla et de Ialomitza a été inscrite l'obligation de boiser diverses surfaces, ou un total de 3.750 hectares. Les fermiers devaient labourer et ensemençer annuellement $\frac{1}{10}$ de la surface désignée, ou 25 à 50 hectares. La semence était procurée par le Ministère. Le fermier qui n'aurait pas rempli ses obligations aurait payé une amende de 80 francs par hectare.

La mesure échoua, faute de personnel forestier suf-

1. Draghicescu, Rapport adresat Ministerului de Finanțe, 1910.

fisant, qui désigne les surfaces à boiser et aussi par suite du mauvais vouloir des fermiers.

En 1889 on décida que les plantations ne se feraient pas parensemencements directs qui exigent annuellement 10.000 kilogrammes de semence, dont les frais montent à 14.000 francs et les résultats sont incertains ; lesensemencements s'effectuèrent dans des pépinières créées à cet effet sur 3 des 14 terres, dont 2 dans le département de Braïla et l'autre dans celui de Ialomitza. Quant auxensemencements directs, ils ne s'appliqueront plus que sur une étendue de 25 hectares sur chacune des trois terres ci-dessus.

La surface boisée sur diverses terres de l'Etat jusqu'en 1905 a été de 2.692 ha. 99 et la dépense de 278.412 fr. 30 ou 104 francs par hectare boisé. Restent à boiser 4.501 ha. 41 (1).

En 1908 on a vendu dans le département de Braïla, à Cioara 286 fr. 55 l'hectare de forêt de robinier, dont la plantation avait coûté 77 fr. 98 ; et sur une autre terre du même département, Mihai Bravu, 128 francs l'hectare, dont le boisement avait coûté 30 fr. 84 (2).

Dans la Dobroudja, les travaux de plantation exécutés avec des plants fournis par les forêts de l'État, de Babadag (département de Tulcea) et par les forêts de marais du Danube, commencèrent en 1880, lorsqu'on

1. D. Ruscscu, *Impaduririle artificiale în România*.

2. Draghicescu, ouvrage cité.

planta 31 hectares dans le département de Constantza, où l'on pratiqua aussi quelquesensemencements directs de pins maritimes.

Par la loi du 3 avril 1882, pour la régularisation de la propriété immobilière en Dobroudja, on décida la cession d'une portion de forêt au profit des communes rurales, en raison d'un hectare au maximum par habitation ; tandis que là, où la forêt manquerait, on désignerait une portion de terrain équivalente, que les habitants seraient tenus de boiser sous la direction des agents forestiers de l'État, ce dernier ayant à fournir la semence nécessaire. Par ce moyen on allait créer de nouveaux domaines forestiers destinés à être la propriété de la communauté des habitants, qui ne pourront ni les aliéner, ni les employer dans un autre but.

La surface totale des périmètres communaux était de 31.244 dont 11.169 hectares seulement étaient pourvus de forêts, le reste de 20.075 hectares devaient être boisés par la suite (1). Les travaux de boisement des périmètres communaux commencèrent en 1886. Les ensemencements directs de robiniers, de chênes furent effectués dans 22 villages sur une superficie de 161 hectares, dans le département de Constantza et 24 hectares dans celui de Tulcea, après entente avec les habitants, suivant l'esprit de la loi ; mais bientôt après, cela devint impossible : les habitants étaient réclamés de

1. B. Pretorianu, ouvrage cité.

tous côtés, soit dans l'intérêt de la mairie, de l'école ou de l'église qu'on était en train de construire dans les diverses communes, soit pour faire le bornage des lots, qu'ils avaient achetés à l'État; ils commencèrent alors à reculer, à se soustraire par tous les moyens à l'obligation du boisement ou bien ils accomplirent, de mauvaise grâce, les travaux nécessaires.

Ce qui contribua encore à l'insuccès de ces ensemencements ce fut aussi l'absence d'un personnel de garde. Les buffles des bohémiens, les chameaux des Tatars paissaient en liberté les emplacements ensemencés de robinier et s'y plaisaient, car l'herbe y venait abondamment, grâce au labourage que la terre y avait subi (1).

D'autre part, soit par manque de fonds, soit parce que les sommes prévues dans le budget étaient minimales, les travaux de boisement cessèrent en 1896.

Par la loi du 20 mai 1893 pour la modification de quelques articles de la loi pour l'organisation de la propriété immobilière en Dobroudja, on indiqua des mesures propres à mener à bonne fin les travaux de boisement.

Les habitants étaient tenus à travailler à cet effet, à l'époque indiquée par les agents forestiers ou à payer 1 fr. 50 par journée de travail. Les communes sont obligées d'inscrire dans leur budget le personnel de garde des plantations ou forêts désignées par les agents forestiers; autrement le préfet du département le fera d'office.

1. G. Huffel, ouvrage cité.

Les terrains à boiser seront affermés jusqu'à leur plantation et les revenus seront employés au boisement.

De plus, le Ministère avait la faculté soit de vendre, soit d'échanger la portion de forêt ou de terrain destinée au boisement et qui serait difficile à planter ou à garder, contre une autre portion de l'Etat ou des particuliers, qui ne présenterait pas les mêmes désavantages.

Mais la loi ne fixait pas le nombre de journées de travail pour chaque habitant; la délimitation des périmètres communaux avait été close en 1885; néanmoins, de nouveaux habitants avaient obtenu des terrains dans diverses communes, sans pour cela y ajouter leur portion de forêt. De plus, par le changement de la portion à boiser, il est résulté que des habitants désignés pour travailler au boisement, lors de la première délimitation des périmètres communaux se sont trouvés très éloignés du terrain à boiser.

Tout ceci obligea le personnel forestier à recourir pour les frais de boisement au seul fonds affecté à cet usage. Ce fonds était en 1906 de 2.047.398 francs, provenant en partie du fermage des terrains à boiser et du produit des plantations des départements de Tulcea et de Constantza. Ce fonds augmente annuellement d'un taux de 5 % pour 700.000 francs placés en bons fonciers, de 2 % pour le capital consigné à la Caisse de dépôts et consignations et il est accru aussi par le fermage des terrains non encore boisés. Ce revenu varie annuellement de 120.000 à 130.000 francs, à partir de

1904. Dès 1897 les frais de boisement ont été couverts par ce fonds.

Quant à l'étendue échangée, suivant l'esprit de la loi de 1893, elle a été de 4.369 hectares.

En 1896, sur 5 hectares fut créée la pépinière de Hagilar, localité à l'abri des vents et où l'eau ne fait pas défaut.

En 1898, les plantations commencèrent par Caraomer, mais par la loi du 2 avril 1903 pour les vétérans, un nouvel obstacle surgit, qui entrava les travaux de boisement et de plus on changea la destination première des terrains réservés pour les périmètres communaux qui furent, en maints endroits, cédés comme propriété aux vétérans. Les surfaces définitivement arrêtées par l'administration de la région forestière respective et approuvées par l'administration domaniale étaient de 9.341 hectares à boiser en 1904, dans le département de Constantza. Jusqu'en 1906, les travaux de boisement étaient concentrés dans 7 endroits : Caraomer, Caramurat, Hasancea, Sarighiol, Murfaltlar, Comarova et Tuzla.

Nous allons dire quelques mots sur chacun de ces périmètres communaux pour indiquer l'état actuel des plantations.

Le périmètre Caraomer a une superficie de 1.348 hectares. La pépinière occupe une étendue de 56 hectares. La surface plantée avec des plants de la pépinière est de 320 hectares ; la dépense pour les travaux forestiers (ensemencements directs, pépinière, plantation) est entre 1895 et 1906 de 179.875 fr. 50 ou 379 francs par hec-

tare de plantation réussie. Si l'on ajoute aussi les autres frais, pour les routes, le bornage, l'installation, en un mot, et le personnel nécessaire, la dépense monte à 755 francs l'hectare.

Caramurat : 258 hectares (surface du périmètre) ; 38 hectares (surface de la pépinière) ; 64 hectares (surface de la plantation).

Hasancea : 148 hectares (surface du périmètre) ; 3 hectares (surface de la pépinière) ; 131 hectares (surface de la plantation).

Sarighiol : 476 hectares (surface du périmètre) ; 15 hectares (surface de la pépinière) ; 27 hectares (surface de la plantation).

Murfaltlar : 376 hectares (surface du périmètre) ; 17 hectares (surface de la pépinière) ; 13 hectares (surface de la plantation).

Comarova : 800 hectares (surface du périmètre) ; 16 hectares (surface de la pépinière) ; 81 hectares (surface de la plantation).

Tuzla : 105 hectares (surface du périmètre) ;

La dépense seule de la plantation se répartit ainsi :

Caramurat.	14.478 fr. 20	où 221 fr.	l'hect.	(1901 à 1906)
Hasancea .	36.453 fr. 70	— 227 fr.	—	(1899 à 1906)
Sarighiol .	14.111 fr. 69	— 633 fr.	—	(1900 à 1906)
Murfaltlar.	2.603 fr. 55	— 200 fr. 75	—	(1904 à 1906)
Comarova.	4.102 fr. 50	— 50 fr. 65	—	(1904 à 1906)
Caraomer.	179.875 fr. 50	— 379 fr.	—	(1895-1906) (1)

1. B. Pretorianu, ouvrage cité.

En dehors des plantations effectuées en Dobroudja, on a exécuté des boisements sur des clairières et des terrains renfermés dans le périmètre des forêts de l'Etat sur une étendue de 1.750 hectares avec 94.022 fr. 20 de frais ou 73 fr. 53 par hectare. La main-d'œuvre pour les travaux nécessaires a été payée comptant, tandis qu'une étendue de 1.015 hectares a été boisée par les gardes ou par les paysans, ces derniers en échange du permis dont nous avons déjà parlé.

Somme toute, la surface boisée en divers endroits jusqu'en 1906 est de 10.054 hectares (1).

Une question qui se rattache directement aux divers travaux forestiers est celle des revenus des forêts. Ce sont les revenus qui constituent les résultats les plus probants des sommes consacrées à l'agrandissement et à l'amélioration du domaine forestier. Pour la période de 10 ans de 1889 à 1899 et pour une surface exploitée de 57.769 hectares nous trouvons un revenu total de 39.685.912 francs, constitué par le revenu des produits accessoires : bois morts, foin, prairies, pâturages, etc., et par le revenu des produits principaux ; ce dernier accuse le chiffre de 31.095.721 francs.

La valeur moyenne d'un hectare de forêt vendue est de 451 francs et celle d'un arbre dans les coupes de futaies est de 6 fr. 55.

Le revenu brut annuel par hectare de forêt exploi-

1. D. Ruscescu, ouvrage cité.

tée est de 3 fr. 65, soit, par rapport à l'étendue totale boisée, 2 fr. 30 (1).

Sur le revenu total, pour la période de 1889 à 1899 un tiers est absorbé par les dépenses ; pour la période de 1899 à 1905 presque un quart est absorbé par les dépenses.

Quant à la période de 1899 à 1905 le revenu des produits principaux est de 26.634.484 francs ou une valeur moyenne par hectare de 7 fr. 43 ; les produits accessoires pour la même période représentent une valeur de 7.644.635 francs, soit un total de 34.279.120 francs (2).

Toutes ces données ne regardent que les forêts de l'Etat.

1. Notices sur les forêts du royaume de Roumanie, 1900.

2. *Annuaire statistique du Ministère des Finances*, 1907.

CHAPITRE V

L'industrie du bois

Dans les annales statistiques publiées vers 1863 on trouve citées parmi les établissements industriels fonctionnant à cette époque 608 scieries dont 13 dans les villes et le reste dans les villages.

Quant à l'époque de leur fondation, il y est dit que :

De 1830 à 1840	furent fondées	94	scieries
De 1840 à 1850	— —	44	—
De 1850 à 1863	— —	470	—

Sur le nombre total de 608 scieries, 103 travaillent tout le long de l'année, les autres une partie seulement.

Le matériel brut formé de fûts de chêne et de sapin atteignait une valeur de 384.338 francs. Le seul produit qu'on en tirait était des planches de toute sorte pour une valeur de 851.294 francs.

La masse ouvrière employée dans ces établissements était de 884 hommes.

Quant à la force motrice, une seule de ces scieries

était pourvue de machines et fonctionnait à la vapeur ; les autres employaient la force de l'eau. Il va de soi que ces données sont sujettes à caution, vu qu'elles furent recueillies à une époque où les divers services de l'Etat roumain étaient au début de leur organisation.

Un ouvrage sérieux fournissant des renseignements sur l'industrie roumaine paraît pour la première fois en 1904 (1). Les conditions remplies par les grands établissements industriels cités dans cet ouvrage sont les suivantes : un capital fixe de 10.000 francs, un personnel minimum de 5 individus et l'emploi de la force motrice.

L'industrie du bois et du mobilier accuse le chiffre de 12.794 établissements y compris la grande, la moyenne et petite industrie.

Les divers groupes d'industries compris dans l'industrie du bois et du mobilier sont les suivants :

54 grandes scieries pour le débitage du bois ;

778 petites scieries pour le débitage du bois ;

18 grands ateliers : Charpentiers, fabriques de meubles et de parquets ;

8.503 petits ateliers : Charpentiers, fabriques de meubles et de parquets ;

1. Enquête industrielle, publication du ministère de l'Agriculture, de l'Industrie et du Commerce, 1904.

- 2.976 petits ateliers : Charronnerie en bois ;
20 petits ateliers : Formiers pour chaussures, chapeaux ;
135 petits ateliers : Tourneurs sur bois ;
46 petits ateliers : Sculpteurs sur bois ;
21 petits ateliers : Constructeurs de barques ;
48 petits ateliers : Layetiers ;
14 petits ateliers : Fabriques de caisses dites de
« Brashov » ;
3 petits ateliers : Bouchons de liège ;
13 petits ateliers : Instruments de musique ;
126 petits ateliers : Tapissiers ;
33 petits ateliers : Encadreur ;
6 petits ateliers : Taillandiers.

Les grands établissements de l'industrie du bois et du mobilier sont donc au nombre de 72.

Quant à la répartition des divers établissements industriels pour le débitage et le façonnage du bois, c'est la nature qui en décide en grande partie : le voisinage d'une forêt pour diminuer les frais et le temps dans le transport de la matière brute, les chutes d'eau comme force motrice dans la région des montagnes, les cours d'eau des montagnes mis à profit comme voies de transport ; pour ce faire, on opère les modifications nécessaires pour en corriger le lit, pour en régler le cours et le débit d'eau. Les villages des alentours procurent une partie de la masse ouvrière de l'établis-

ment industriel. Un grand nombre d'ouvriers venus de tous les coins du pays et d'au delà les frontières s'y rassemblent pour la durée de l'exploitation. Néanmoins les villes situées sur le bord d'une rivière ou à leur embouchure comme à celle du Danube offrent un aspect industriel plus accentué, une population ouvrière plus dense, habituée au travail industriel permanent, à l'encontre des paysans qui s'adonnent à cette occupation surtout lorsque le travail agricole est achevé.

Les établissements de la grande industrie du bois et du mobilier au point de vue de leur répartition dans les régions géographiques du pays :

Dans la région des montagnes, on compte 41 grandes scieries ; dans celle des collines, 6, et dans celle de la plaine 7. Fait à noter : ces derniers établissements se trouvent dans les départements, placés le long du Danube et qui ont, comme villes principales, les ports situés sur ce fleuve. Quant aux ateliers de menuiserie, aux fabriques de meubles et de parquets, dans la première région on en rencontre 4 et dans celle de la plaine 14 ; le département d'Ilfov à lui seul renferme 8 grands ateliers.

Il résulte de ce qui précède que la région des montagnes comprend le plus de scieries mécaniques, tandis que la région de la plaine renferme le plus d'ateliers de menuiserie, ce qui prouve une fois de plus, qu'entre autres, l'endroit de production de la matière

première et les ressources en main-d'œuvre décident de l'établissement d'une industrie.

Si l'on envisage la date de la fondation des établissements industriels, en général, et plus particulièrement celle des diverses industries du bois, il nous sera facile de mettre en évidence l'intime corrélation qui existe entre le commerce international du pays et son industrie. Les époques qui reflètent un progrès dans le développement du commerce roumain avec les autres Etats sont les suivantes :

1° Avant 1886 ou première période du régime conventionnel, inaugurée par la convention commerciale de la Roumanie avec l'Autriche-Hongrie, car depuis 1875 le pays roumain traite de pays à pays sans l'immixtion de la Turquie envers laquelle elle joua pendant des siècles le rôle de pays tributaire ; 2° La deuxième période s'étend de 1886 à 1892 ; c'est durant cette époque en 1887 qu'est promulguée la première loi pour l'encouragement de l'industrie nationale roumaine ; 3° La troisième période de 1892 à 1904 ; 4° La dernière à partir de cette date jusqu'à nos jours. Au cours de cet ouvrage nous aurons l'occasion de revenir sur les caractères distinctifs de ces diverses périodes.

D'après l'enquête industrielle, dont il a été parlé ci-dessus, l'industrie du bois se présente de la manière suivante :

13 établissements fondés avant 1886 ;

27 — — de 1886 à 1892 ;

32 — — de 1892 à 1904.

En considérant ces dates, on peut conclure que la loi pour l'encouragement de l'industrie nationale roumaine a influé dans une certaine mesure sur le développement de cette industrie.

Quant au capital employé dans l'industrie du bois et du mobilier, il est de 14.529.588 francs, ainsi réparti:

- 11.465.221 francs pour les grandes scieries ;
- 3.015.967 francs pour les ateliers d'ébénisterie, les
fabriques de meubles et de parquets ;
- 10.000 francs pour les fabriques de stores ;
- 38.400 francs pour les fabriques de cercles pour
tamis et de boîtes d'emballage ;

ce capital représente le capital fixe, à savoir : le terrain, les bâtiments, les installations et les machines.

Sur 72 établissements de l'industrie du bois et du mobilier, 52 possèdent 87 générateurs à vapeur avec une surface de chauffe de 5.504 mètres carrés ce qui équivaut presque au 1/8 des générateurs à vapeur de toute la grande industrie ; l'industrie du bois et du mobilier détient le second rang en ce qui concerne les générateurs.

Dans l'industrie du bois et du mobilier, la force hydraulique est relativement peu employée ; il incomberait à l'Etat d'encourager les installations qui profiteraient de ce que la nature offre dans une certaine mesure à peu de frais.

La force motrice est de 6.247 chevaux-vapeur produits par 107 machines à vapeur dont 73 machines à vapeur fixes produisant 5.051 chevaux-vapeur, 30 locomobiles qui en produisent 924 ; 3 turbines, 240 et une roue à eau, 35 ; ce qui donne une moyenne de 98 chevaux-vapeur par établissement (il ne s'agit que de ceux qui emploient la force motrice).

Par rapport à la force motrice, dont dispose notre grande industrie, l'industrie du bois et du mobilier occupe le troisième rang.

L'industrie du bois et du mobilier consomme annuellement comme combustible 30.800 quintaux métriques de bois.

La valeur de la matière première employée annuellement par l'industrie du bois et du mobilier est en moyenne pour les 72 grands établissements de 10.340.329 francs dont 8,6 % sont de provenance étrangère et 91,4 % de provenance indigène. En considérant aussi les autres industries par rapport à la matière première, le taux accusé par celle de provenance indigène est le plus grand pour l'industrie de l'alimentation ; vient ensuite celle du bois et de l'ameublement. Il en résulte que l'industrie de l'alimentation et celle du bois et du mobilier, trouvant dans le pays la matière première nécessaire ont à surmonter moins de difficultés que les industries qui doivent la chercher au loin. Il est juste d'ajouter d'autre part que la matière première est loin d'être à elle seule l'unique élément d'une

industrie ; lorsque les moyens de transformer la matière brute font défaut, soit totalement soit en partie, l'industrie ne peut être créée ou bien si elle est créée, elle ne peut devenir florissante.

La valeur de la production annuelle de l'industrie du bois et du mobilier est de 18.304.411 francs.

Le groupe d'industries du bois et du mobilier dont la valeur de la production accuse les plus gros montants c'est celui qui est formé par les grandes scieries, produisant du bois de construction en tout genre pour une valeur de 15.864.000 francs.

Si nous nous rapportons à la valeur de la production fournie par la statistique de 1863 en ce qui concerne l'industrie du bois et qui est de 851.294 francs, nous trouvons que depuis cette date et pendant une période de presque quarante ans, la valeur de la production pour la même industrie est devenue vingt fois plus grande.

Si l'on songe que sous le rapport industriel la Roumanie est à ses débuts, cette constatation prouve du même coup la continuité de la production, la progression de sa valeur et peut battre en brèche l'assertion de ceux qui considèrent le pays comme propre seulement à l'agriculture. Néanmoins, malgré le développement croissant des divers ateliers de menuiserie et des fabriques de meubles, cette industrie ne peut répondre aux besoins de la consommation. Les riches et même les établissements publics de la Roumanie possèdent des meubles venus de l'étranger. Il est probable et pour

cause que le sentiment esthétique de l'ouvrier des pays industriels qui s'est développé depuis des siècles est de beaucoup supérieur à celui de notre ouvrier roumain. Il faut malgré tout reconnaître que ce n'est pas tant l'infériorité du produit roumain qui fait qu'on ne le préfère pas aux autres que la difficulté qu'il rencontre pour se faire apprécier. La persévérance et le progrès soutenu sont autant de garanties pour l'avenir. De même que dans l'âpre concurrence internationale de nos jours les plus grands États actuels préconisent la nécessité d'une forte économie nationale, aussi les petits pays européens comme la Roumanie trouvent là un motif de plus pour ne pas envisager avec scepticisme les débuts de leur industrie.

Voici la situation du personnel de l'industrie du bois et du mobilier :

352 personnes employées dans le personnel administratif et technique ce qui lui donne le troisième rang parmi toutes les industries ;

Le nombre des ouvriers dans l'industrie qui nous occupe est de 6.599 et lui assure le deuxième rang ;

Nous comptons dans l'industrie du bois 153 apprentis ; elle offre un nombre réduit d'apprentis, mais il faut tenir compte du fait que l'industrie du bois et du mobilier renferme un grand nombre de scieries, où il n'y a presque point de place pour un apprenti, vu la nécessité d'avoir des ouvriers forts, ainsi que l'exigent les travaux à effectuer.

L'effectif du personnel de cette industrie est de 7.104 unités.

Si nous envisageons le personnel au point de vue de la nationalité, nous trouvons que dans l'industrie du bois et du mobilier l'élément roumain accuse une proportion de 71,2 %; mais, si la situation paraît dans une certaine mesure favorable, l'aspect est tout autre en ce qui concerne le personnel technique et administratif, car la proportion fournie par l'élément roumain n'est que de 34,4 %.

Si l'on classe le personnel ouvrier selon le sexe, on trouve dans l'industrie du bois et du mobilier 6.197 hommes et 254 femmes comme ouvriers et 136 hommes et 17 femmes comme apprentis ou un total de 6.333 hommes (ouvriers et apprentis) et 371 femmes.

Pour clore ces considérations sur le nombre et le personnel industriel de l'industrie du bois et du mobilier, nous indiquerons encore le nombre des établissements rangés d'après le nombre des ouvriers :

1	établissement	emploie	moins de 10	ouvriers ;
27	établissements	emploient	de 10 à 49	ouvriers ;
23	—	—	de 50 à 99	—
15	—	—	100 à 199	—
6	—	—	200 à 499	—

L'industrie du bois et du mobilier offre 45 établissements, où l'on travaille plus de dix heures et 27 où l'on travaille de huit à dix heures.

Si nous détachons des diverses données statistiques sur la moyenne et petite industrie celles qui se rapportent à l'industrie du bois et du mobilier, nous trouvons 11.498 établissements où s'exercent des métiers ayant trait à l'industrie ci-dessus ; il faut ajouter à ce chiffre les 446 établissements dépendant des institutions publiques.

Les métiers les plus répandus sont : le tournage sur bois, la charronnerie et la charpenterie, la tonnellerie et la menuiserie.

Les petites scieries viennent avec 778 et ne sont pas comprises dans les chiffres ci-dessus.

La moyenne et petite industrie du bois et du mobilier par rapport aux divisions historiques présente le plus d'extension en Valachie ; la Moldavie l'emporte sur les autres trois divisions du pays pour la tonnellerie.

Quant aux communes urbaines les constructeurs de billards, d'instruments de musique, de ruches et les taillandiers ne se rencontrent qu'en Valachie ; d'ailleurs en Valachie il y a peu de métiers, où le taux soit inférieur à celui accusé par les autres subdivisions du pays.

La Dobroudja se présente avec 81,8% pour les constructeurs de barques ; si l'on songe à la situation de cette région propre à la pêche et à la navigation à rames, on s'explique aisément cette proportion accentuée par rapport au genre de métier ci-dessus.

Quant au personnel employé par la moyenne et petite industrie du bois et du mobilier nous avons 11.498 patrons, 2.028 ouvriers et 1.780 apprentis, ce qui nous fait un personnel de 15.306. En ce qui concerne la répartition de ce personnel entre les villes et les communes rurales, nous rencontrons dans les dernières un nombre à peu de chose près trois fois plus grand par rapport aux patrons ; le fait est inverse pour la répartition des ouvriers et des apprentis.

L'industrie du bois et du mobilier est un des métiers où l'instruction est le plus répandue.

Un point important pour la moyenne et petite industrie est le mode d'écoulement des produits : 83 % des patrons vendent leurs produits directement aux consommateurs.

Pour clore les considérations concernant la moyenne et petite industrie du bois il nous reste à dire quelques mots sur les petites scieries, qui ont été classées à part, ainsi que nous l'avons dit précédemment.

Il y avait en Roumanie lors de l'établissement de l'enquête industrielle 778 petites scieries, dont 98 % appartenant aux Roumains. Sur ce nombre, 623 scieries sont dirigées par leurs propriétaires, le reste sont affermées.

Le capital représenté par les scieries est de 800.000 fr. partagés entre les terrains et les constructions d'un côté, les machines et les installations de l'autre.

Parmi ces établissements, il n'y en a que 16 qui

emploient le moteur à vapeur, un seul celui à benzine. les autres sont mues par l'eau.

L'espèce de bois que l'on y débite le plus est le sapin, le hêtre, le mélèze et ensuite le chêne.

Quant à la quantité approximative du matériel ligneux qu'on y emploie et transforme, en moyenne annuelle, il est de 95.170 mètres cubes de lattes et bardeaux ; 857 portes et fenêtres et 547 mètres cubes divers.

Le personnel employé dans les scieries atteint 1.337 dont moins d'un dixième sont étrangers.

En hiver, par suite des grands froids, lorsque l'eau gèle et en été, à cause de la sécheresse, le travail est interrompu dans la plupart des scieries.

Il n'a pas été possible d'estimer la production des scieries, ainsi que celle de l'industrie moyenne et petite et cela pour plusieurs raisons ; citons les plus évidentes : absence de continuité dans la production, manque de débouché régulier, manque de comptabilité régulière et absence d'un service local de contrôle.

Cette année-ci fut promulguée la nouvelle loi pour l'encouragement de l'industrie nationale. L'exposé des motifs qui accompagna la loi renferme des données recentes ; nous avons jugé utile de les mentionner afin qu'en les comparant à ce que nous venons de dire de l'industrie du bois, le lecteur soit à même de se faire une idée juste sur le développement de cette industrie en Roumanie.

Considérant les dividendes payés par les sociétés ano-

nymes industrielles de l'industrie du bois nous trouvons pour l'époque de 1905 à 1910 :

La société pour l'industrie forestière donne une moyenne annuelle de 9 % ;

Goetz et Compagnie, scierie, donne une moyenne annuelle de 6,33 % ;

Argesh, scierie, aucun dividende ;

Lessel, scierie, donne 1,16 % ;

Lotru, scierie, donne 10,16 % ;

Farcau, scierie, donne 9,6 % ;

Sylva, meubles, aucun dividende.

Devant cette situation il n'est pas téméraire d'affirmer que la grande industrie du bois et du mobilier a encore besoin d'encouragement de la part de l'Etat, car autrement le bois comme matière première serait déprécié et l'industrie du bois en ressentirait le contre-coup.

Le capital fixe, la valeur de la matière première et de la production pour les industries du bois sont les suivants :

	Capital fixe	Matière première	Production
	—	—	—
	fr.	fr.	fr.
Scieries . . .	25.120.064 ;	25.870.079 ;	44.133.794.
Menuiserie mé-			
canique . . .	5.630.113 ;	3.198.635 ;	4.933.178.
Cellulose. . .	4.883.772 ;	1.670.273 ;	13.494.378.

Le montant des taxes douanières, dont a été exemptée la matière première de provenance étrangère, pour

l'industrie du bois est de 89.938 francs pour la période de 1894 à 1910. C'est, des grandes industries, celle qui a eu à payer le moins de taxes douanières, pour l'importation de la matière première, car elle l'a trouvée dans le pays.

Afin d'encourager le plus grand nombre d'industries, la loi de 1912 accorde des avantages sous certaines conditions énumérées plus bas :

A tous les établissements industriels, qui en dehors du personnel technique et administratif emploient 20 ouvriers ou des machines mues par des moteurs d'une force d'au moins 5 chevaux-vapeur ;

Au patron qui emploie au moins 4 ouvriers ainsi qu'aux sociétés coopératives d'ouvriers constituées par 10 ouvriers ou coassociés au moins et possédant un capital de 2.000 francs constitués suivant la loi ;

Aux coopératives de paysans ainsi qu'aux entreprises qui emploient 20 ouvriers pour l'industrie domestique, travaillant ensemble ou travaillant chacun chez soi.

Par ces dispositions, l'inégalité qu'établissait l'ancienne loi entre la grande industrie d'un côté, la petite et la moyenne de l'autre, sera atténuée. Dans ce but les industries et les métiers ont été divisés en trois catégories :

a) Ceux qui transforment la matière première indigène ;

b) Ceux qui transforment la même matière et qui

exportent au moins le quart de leur production annuelle ;

c) Ceux qui transforment pour la plupart les matières premières étrangères.

Dans la première catégorie entrent toutes les industries, dont la matière première est le produit de l'agriculture, celui d'un dérivé de l'agriculture, du sol ou du sous-sol du pays ; elles jouiront pendant une période de trente ans des avantages ci-dessous :

a) L'Etat, le département ou la commune leur vendra jusqu'à concurrence de 5 hectares le terrain nécessaire à la fabrique. Cette nouvelle disposition fait disparaître la concession gratuite du terrain, accordée par l'ancienne loi et que d'ailleurs on appliquait rarement par le passé.

b) Les chutes et les cours d'eau qui se trouveraient sur les propriétés de l'Etat, des départements et des communes ainsi que sur les berges peuvent être mises à profit en tout ou en partie par les concessionnaires.

c) Les machines, parties de machines ou leurs accessoires sont exemptés de droits de douane, soit au moment de l'installation de la fabrique, soit au moment où divers changements ou agrandissements y seront introduits.

a) L'Etat accorde aux industriels un crédit pour les droits de douane que devraient payer les machines ou appareils nécessaires à l'installation d'une fabrique jusqu'à leur retour au pays de provenance.

e) Il accorde encore des réductions sensibles sur les

taxes normales de transport par les chemins de fer roumains : 30 % pour les matières premières indigènes et même pour les matières premières de l'étranger pour les industries qui obtiennent ce droit exceptionnel ; pour les machines, accessoires, appareils, nécessaires à la construction et à l'installation, une réduction de 20 % et une autre de 45 % pour les produits fabriqués. Pour les colis postaux expédiés à l'intérieur du pays, la taxe d'expédition ne dépassera pas celle qui est fixée par l'union postale internationale.

f) Les industriels, un mois après leur demande, doivent obtenir l'autorisation d'établir des voies de garage en conjonction avec les voies ferrées de l'Etat et des départements, même en dehors des stations. Jusqu'à présent ils ne pouvaient obtenir ce droit que lorsqu'une station ou une halte se trouvait dans le voisinage de la fabrique.

g) Les propriétaires des fabriques seront exempts de tout impôt direct envers l'Etat, le département et la commune, impôt qu'on a remplacé par un prélèvement fait au profit du fonds communal et départemental sur les bénéfices nets annuels de l'industrie. Ce prélèvement sera de 3 % pendant les dix premières années ; de 4 % pendant les dix autres années et de 5 % dans la dernière période de dix ans. Toutefois, les propriétaires des fabriques devront payer des décimes au profit des Chambres du Commerce et de l'Industrie.

Les industries de la seconde catégorie, qui prouvent

qu'elles exportent au moins un quart de leur production, en plus des avantages ci-dessus, jouiront encore d'une réduction de la taxe sur le bénéfice net annuel ; cette taxe est fixée à 2 % pour les deux premières décades et à 3 % pour la troisième.

Les produits accessoires dont ces deux catégories d'industrie auraient besoin jouiront de la franchise de douane, si au moment voulu, la quantité ou la qualité requise manquait dans le pays.

L'industrie du bois et du mobilier jouira, par la suite, des avantages accordés par la loi, car elle sera à même de répondre à toutes ces conditions.

D'autre part, pour acheminer les Roumains vers le travail industriel et pour faire leur éducation économique, les industriels sont tenus d'occuper 75 % ouvriers roumains sur le nombre total d'ouvriers et 75 % Roumains pour le personnel administratif. Pour le personnel technique la proportion est de 25 % dans la deuxième période et atteint 60 % au début de la troisième.

Le nombre des membres de la commission industrielle instituée par la loi de 1887 fut porté à 15 au lieu de 11 qui avait existé naguère. La dite commission est appelée à veiller à l'application de cette loi et à proposer les améliorations nécessaires, à entretenir la collaboration entre le ministère du Commerce et de l'Industrie, le ministère des Finances et la Direction des Chemins de fer roumains.

CHAPITRE VI

Commerce du bois : Tarifs douaniers et voies de communication

Après ces quelques considérations sur la nouvelle loi pour l'encouragement de l'industrie nationale roumaine, nous aborderons le chapitre du commerce extérieur de la Roumanie surtout en ce qui concerne le bois.

En 1875 la Roumanie signe pour la première fois une convention commerciale de pays à pays avec l'Autriche-Hongrie. Cette convention entra en vigueur le 1^{er} juillet 1876, en supprimant totalement les taxes douanières, ce qui eut pour effet de priver nos moulins de blé, car la farine du blé roumain déjà exporté nous venait de Seghedin et de Budapest. Pour les scieries, même préjudice : la matière première roumaine sort du pays sous forme de fûts pour en revenir transformée en planches.

En 1886 on institua un tarif autonome avec des taxes protectionnistes pour 209 articles ; parmi ceux-ci une place importante est réservée au bois. Le bois d'œuvre

et de construction, franc de douane jusqu'à cette date, fut frappé d'une taxe de 3 francs par 100 kilogrammes ce qui fait pour les résineux 15 francs par mètre cube à l'entrée. Les objets fabriqués en bois étaient taxés dans le passé à 2 francs, ils le furent à 12 francs par 100 kilogrammes. Les feuilles de placage, les ustensiles de ménage, les outils, les instruments, les appareils en bois pour lesquels on percevait 9 francs, payèrent 60 francs par la suite.

De 1886 à 1891 sévit une guerre douanière entre l'Autriche-Hongrie et la Roumanie, car le tarif de 1886 était considéré comme inapplicable par le pays voisin, en comparaison avec le tarif de 1875 qui lui était très favorable ; cependant beaucoup d'autres Etats européens conclurent avec nous des traités de commerce, en vertu de ce tarif.

En 1891 le gouvernement roumain établit un tarif autonome moins rigoureux ; l'expérience de ces six années avait prouvé en partie que la Roumanie, pays agricole, ne pouvait se transformer que petit à petit en pays industriel ; d'autre part l'Autriche-Hongrie de son côté en subit le fâcheux contre-coup : l'industrie du bois et l'industrie du tissage, qui avaient un grand développement surtout dans les villages où l'industrie doit surmonter de nombreux obstacles, perdirent sensiblement de leur importance ; la Roumanie essuie dans son commerce de bétail des pertes causées par l'Autriche-Hongrie.

Comme le courant général de l'opinion publique était pour un tarif autonome, celui de 1891 se proposa d'aider au développement de l'industrie roumaine naissante sans se préoccuper des conventions commerciales ; mais en 1893 cédant aux pressions extérieures on conclut de nouveau des conventions commerciales guidées toujours par l'idée protectionniste ; elles constituèrent jusqu'en 1906 le régime conventionnel de la Roumanie.

Par cet exposé sommaire des divers tarifs douaniers, jusqu'en 1906, on peut voir que le courant qui a régné en Roumanie s'est toujours directement senti de l'influence du courant général de l'Europe.

Nous citerons quelques taxes du tarif de 1891 avec ses modifications ultérieures pour confirmer la répercussion ci-dessus mentionnée :

C'est en 1891 que les douves en chêne sont pour la première fois imposées au tarif de 1 franc les 100 kilos ; c'est à la même date que les fûts et tonneaux de chêne ou de frêne sont imposés pour la première fois à 3 francs par 100 kilos ; la lèche, le roseau, le jonc ordinaire sont imposés au tarif de 1 fr. 50 les 100 bottes ; le jonc exotique, 8 fr. 50 par 100 kilos.

Les objets de qualité ordinaire en bois sont protégés par une taxe qui est de 12 francs en 1886 et de 20 francs en 1891, ces objets pouvant être les produits d'une industrie qui est répandue dans les villages roumains.

A l'exportation il n'y a rien d'important à mentionner.

L'Autriche-Hongrie et l'Allemagne obtiennent des concessions spéciales, grâce à leurs conventions commerciales avec la Roumanie ; d'autres États européens, en vertu de la clause de la nation la plus favorisée, jouissent des mêmes réductions du tarif de 1891.

Le tarif actuel a été voté par les Corps législatifs en 1904 et mis en pratique en 1906. Un nombre très restreint de marchandises (8 articles) sont exemptés de douane ; même les marchandises des industries protégées n'en ont pas été exemptées ; chaque marchandise est imposée proportionnellement à l'importance des transformations qu'elle a subies.

Quelques agrariens roumains préconisent le libre échange. Ils soutiennent que le protectionnisme est un fléau pour le pays, mais on pourrait leur objecter que le libre-échange est irréalisable. En France et en Allemagne les agrariens sont protectionnistes ; ils réclament pour l'importation des céréales, des taxes élevées qui protègent la culture des céréales dans le pays et la possibilité de tenir tête à la concurrence étrangère.

La partie correspondante au bois dans le tarif de 1906 renferme 54 articles au lieu de 17 ; la désignation est donc faite par le menu dans celui de 1906, fait qui évidemment a une grande importance pour le commerce.

Le bois d'œuvre et de construction est imposé 2 francs au lieu de 5 francs par mètre cube ; cette diminution

de taxe est justifiée par le développement qu'ont pris les scieries en Roumanie ; par les nouveaux procédés de fabrication, par la transformation de l'outillage et la formation des ouvriers, les produits de nos scieries sont à même de tenir tête à la concurrence étrangère. Cette tendance à modérer les taxes d'entrée sur certains produits et quand la chose est possible est dictée, non seulement par des motifs d'ordre économique, mais elle est justifiée par la consolidation et l'extension de nos rapports commerciaux internationaux.

Les troncs de chêne, de hêtre, d'orme, dont le poids, spécifique est plus grand que celui des résineux, sont imposés 1 franc par 100 kilos tandis que l'ancienne taxe de 5 francs devenait une taxe prohibitive, si l'on songe à la grande quantité de déchets obtenus par les diverses transformations que subissent les troncs.

Les troncs de noyer sont frappés d'une taxe de 1 franc par 100 kilogrammes au lieu de 5 francs prévus par le tarif de 1891 ; pour l'exportation, par contre au lieu des 2 francs prévus par le tarif de 1891, on paie 6 francs par 100 kilogrammes. L'augmentation des droits pour l'exportation et la diminution de la taxe pour l'importation prouvent que les troncs de noyer deviennent rares ; cet état de choses peut être attribué en grande partie à l'abus que l'on a fait de l'exportation de ces troncs sous l'ancien tarif.

A l'entrée des fûts et tonneaux on perçoit, selon le tarif de 1906, une taxe de 10 francs ; le législateur a

voulu par là développer la tonnellerie qui occupe une place importante parmi les métiers du pays ; cette mesure n'a pas été sans porter préjudice aux Hongrois : ces derniers exportaient dans notre pays des douves, frappées de grandes taxes d'entrée, en leur qualité de produits ouvrés ; d'autre part les frais de transport qui sont à leur charge étaient moins élevés, le produit ouvré étant moins encombrant.

Le tarif de 1906 ne prévoit aucune taxe d'entrée pour les essences extraites des produits qui ne se trouvent pas en Roumanie et surtout pour les tanins, ce qui a de l'importance pour la tannerie roumaine ; selon le tarif de 1891, le tan était imposé 30 francs par 100 kilogrammes, ce qui a eu un fâcheux contre-coup sur un grand nombre de tanneries établies dans la périphérie des villes en y formant de véritables faubourgs.

Parmi les matières végétales, celles qui ont soulevé de nombreuses protestations dans le monde industriel, ont été le jonc exotique et le liège ; le jonc exotique à l'état brut est imposé 3 francs au lieu de 8 fr. 50 comme dans le tarif précédent, mais le jonc fendu destiné à être tressé est imposé 30 francs au lieu de 8 fr. 50. Le liège brut est imposé 20 centimes au lieu de 3 francs ; par contre, le liège travaillé en feuilles paie 50 francs au lieu de 40 : le nouveau tarif facilite l'entrée de la matière première nécessaire à la confection de divers objets et charge l'importation de la matière demi-ouvrée, cette dernière opération pouvant être faite dans le pays.

D'après ce qui vient d'être dit sur les diverses taxes et dispositions du tarif, nous pouvons conclure que la Roumanie par ses taxes douanières à l'importation n'a aucune raison de redouter la concurrence étrangère, qui ne pourrait soutenir avantageusement la lutte sur le marché intérieur en ce qui concerne les produits bruts et demi-ouvrés ; d'autre part la Roumanie par ses taxes douanières laisse encore assez libre l'exportation du bois de construction à cause de l'insuffisance du développement industriel.

En ce qui concerne les objets confectionnés, pour les articles de charronnerie le nouveau tarif général est mieux dressé que celui de 1891 car il répond à un principe d'équité : plus une marchandise est appelée à servir à la consommation des gens aisés, plus la taxe qui la frappe est élevée ; la taxe la plus basse de 10 francs est payée par les pièces de charronnerie commune et elle s'élève progressivement jusqu'à 50 fr. pour les véhicules suspendus.

Quant à la menuiserie on a prévu des taxes élevées pour tous les objets étrangers qui peuvent être remplacés par des produits nationaux de même qualité ; la taxe de 50 francs du tarif de 1891 est portée à 80 fr. pour les meubles en bambou et en jonc exotique ; elle est portée de 50 à 150 francs par 100 kilos pour les menus objets de menuiserie : boîtes, coffrets, cadres, moulures en bois, stores, coupe-papier, encriers et autres. Ces derniers objets combinés avec des matières fines

et des métaux précieux paient l'ancienne taxe de 350 francs. On aurait pu majorer cette taxe, parce que cette consommation de luxe peut être assurée à présent par quelques fabriques roumaines créées récemment.

Le commerce du bois sans distinction de pays, pour la période de 1900 à 1905 inclusivement, se présente sous l'aspect suivant (1) :

Pour le bois de chauffage de toute sorte la valeur de l'exportation est de 2.633.323 francs plus élevée que celle de l'importation ;

Pour les troncs de sapin de toute sorte, la valeur de l'exportation est de 18.548.140 francs plus élevée que celle de l'importation ;

Pour les douves de chêne de toute sorte, la valeur de l'exportation est de 9.068.126 francs plus élevée que celle de l'importation ;

Pour la lèche, l'osier et le jonc ordinaire de toute sorte, la valeur de l'exportation est de 1.135.793 francs plus élevée que celle de l'importation ;

Pour les objets ordinaires en bois de toute sorte, la valeur de l'exportation est de 955.145 francs plus élevée que celle de l'importation ;

Pour les bois de qualité ordinaire de vannerie, en osier, en lèche ou en jonc ordinaire de toute sorte la valeur de l'exportation est de 173.782 francs plus élevée que celle de l'importation ;

1. Comertul si Industria lemnului. P. Antonescu

Pour les bois de construction de toute sorte, la valeur de l'exportation est de 80.561.711 francs plus élevée que celle de l'importation ;

Pour les fûts et tonneaux en chêne, l'importation dépasse l'exportation de 438.047 francs ;

Pour les meubles, les ustensiles de ménage, l'importation dépasse l'exportation de 4.563.786 francs.

Les outils, les instruments et les machines en bois, ainsi que les objets fins de tournage se signalent par une valeur très réduite à l'exportation ; la valeur de l'importation est pour les premiers de 1.779.860 francs et de 2.607.733 francs pour les derniers.

Nous tâcherons de rendre la situation du commerce extérieur du bois (1) pour les quatre dernières années.

	Importation		Exportation
	—		—
1906. . .	9.580.325 francs		28.531.721 francs
1907. . .	8.885.427 —		25.356.029 —
1908. . .	10.072.449 —		26.478.038 —
1909. . .	9.763.433 —		29.445.651 —

Les principaux articles qui font l'objet du commerce extérieur sont les suivants :

Bois de chauffage de toute sorte :

1, Statistica comerului exterior a ministerului de Finante pe ani 1906, 1907, 1908, si 1909.

		Importation		Exportation	
		—		—	
		Kilogr.	Fr.	Kilogr.	Fr.
1906 . .		13.608.500	136.086	36.230.125	362.308
1907 . .		25.851.040	258.514	30.112.115	301.120
1908 . .		15.650.124	156.501	32.149.032	321.490
1909 . .		12.490.555	124.905	27.819.903	278.189

L'exportation dépasse l'importation de 58.710.301 kilogrammes ou en francs 587.101.

Les principaux pays qui exportent cet article en Roumanie sont : la Serbie, l'Autriche-Hongrie, la Turquie, la Bulgarie. Comme importateurs du même article provenant de Roumanie, se placent au premier rang : l'Autriche-Hongrie avec une quantité triple de celle qu'elle nous envoie, ensuite la Russie.

Le charbon de bois en morceaux, par rapport aux charbons de bois pulvérisé, aux charbons pour lampes électriques à arc ou autres objets en charbon plastique, occupe en quantité et en valeur, la première place.

Troncs de sapin et d'autres essences résineuses :

Importation				Exportation	
—				—	
		Mèt. cub.	Fr.	Mèt. cub.	Fr.
1906.	. .	115.347	1.153.470	169.555	2.373.770
1907.	. .	77.526	775.260	156.836	2.195.704
1908.	. .	62.011	620.110	250.169	3.502.366
1909.	. .	80.341	803.410	284.901	3.977.274

L'exportation dépasse l'importation de 525.426 mètres cubes ou 8.696.864 francs. La plus grande quantité importée en Roumanie provient d'Autriche-Hongrie ; la Roumanie exporte surtout en Autriche-Hongrie, en Bulgarie et en Russie.

Troncs de chêne :

	Importation		Exportation	
	Kilogr.	Fr.	Kilogr.	Fr.
1906	230	8	2.412.918	193.034
1907	130.443	4.566	91.863	7.349
1908	3.918	137	204.683	16.375
1909	150	5	7.321	7.321

L'exportation dépasse l'importation de 2.666.233 kilogrammes ou de 219.363 francs. La variation qui existe pour l'exportation entre les diverses années frappe quiconque considérera la statistique de cette période ; la cause doit en être attribuée aux mesures de protection, prises en vue d'épargner cette essence qui commence à diminuer. Les pays d'où nous importons sont la Serbie et dans une faible mesure l'Autriche-Hongrie ; quant à l'exportation nous trouvons cités : l'Autriche-Hongrie, l'Italie, l'Allemagne, la Hollande.

L'importation des troncs de hêtre est presque nulle ; en échange l'exportation commence à se signaler surtout à partir de 1906. Si l'on possédait des moyens de communication plus étendus on pourrait mettre en

valeur les grandes forêts de hêtre qui couvrent les montagnes.

Les troncs d'orme, de mélèze et d'autres arbres non dénommés accusent en moyenne à l'exportation plus de 700.000 kilogrammes par an.

Bois de construction en chêne, équarris ou sciés :

	Importation		Exportation	
	Kilogr.	Fr.	Kilogr.	Fr.
1906. . .	131.639	13.164	7.714.436	771.444
1907. . .	71.198	7.120	6.595.533	659.553
1908. . .	157.132	15.713	14.077.060	1.407.706
1909. . .	50.917	5.092	10.492.302	1.049.030

L'exportation dépasse l'importation de 38.468.445 kilogrammes ou de 3.846.644 francs ; les pays importateurs sont la France, l'Autriche-Hongrie, la Bulgarie et l'Italie.

En 1909 l'exportation du bois de construction tiré d'autres feuillus, équarris ou sciés est très importante et atteint 4.913.902 kilogrammes.

Les douves de chêne, équarrées ou sciées accusent à l'exportation une moyenne annuelle de 7.000.000 kilogrammes ; l'importation est très réduite. Parmi les pays importateurs la France occupe la première place, avec une moyenne de plus de 4.250.000 kilogrammes.

Les traverses de chêne, débitées à la hache ou à la scie, accusent à l'exportation une moyenne annuelle

de près de 5 millions. Les pays importateurs sont : l'Autriche-Hongrie, l'Italie et la Grèce ; l'importation est insignifiante.

Les traverses en hêtre accusent une moyenne annuelle de 1 million de kilogrammes à l'exportation. A côté de cette exportation le hêtre trouve encore son emploi dans la construction des voies ferrées. Pour les rendre propres à cet emploi, l'Etat a fait construire en 1903 une usine à Ploeshti. Les essences que l'on y injecte sont en chêne et en hêtre ; ainsi pour l'année 1908-1909 nous avons 31.868 traverses en chêne injectées tandis que le nombre des traverses en hêtre est de 388.952, la dépense pour une traverse en hêtre est de 2 fr. 91 et pour une traverse en chêne de 1 fr. 60. La quantité de créosote et de naphte employée à l'injection de toutes ces traverses pendant les années 1908 et 1909 a coûté 902.499 francs.

Fûts et tonneaux en bois de chêne :

	Importation		Exportation	
	Kilogr.	Fr.	Kilogr.	Fr.
1906	1.172.477	468.991	38.032	15.213
1907	1.433.026	573.210	7.633	3.053
1908	1.969.795	787.918	35.436	14.174
1909	1.632.581	653.032	31.468	12.587

L'importation dépasse l'exportation de 6.095.280 kilogrammes ou de 2.438.124 francs ; par le nouveau tarif

de 1906 on a élevé la taxe d'entrée de cet article dans le but d'en favoriser la fabrication dans le pays.

Bois de construction d'essences résineuses :

	Importation		Exportation	
	Kilogr.	Fr.	Kilogr.	Fr.
1906. .	163.544	13.084	271.893.009	21.751.441
1907. .	1.141.119	91.290	243.366.294	19.469.304
1908. .	237.961	19.037	210.045.661	16.803.653
1909. .	345.185	27.614	253.230.622	20.258.450

L'exportation dépasse l'importation de 927.647.777 kilogrammes ou 78.131.823 francs et elle accuse une moyenne annuelle de 244.633.896 kilogrammes. Ces données nous prouvent une fois de plus l'abondance du matériel ligneux de la Roumanie.

Nous avons traité jusqu'à présent les articles qui sont importés ou exportés à l'état brut ou pour mieux dire qui ont subi une faible transformation.

Pour les articles les plus importants de menuiserie, non finis mais seulement apprêtés portant au tarif le numéro 289, nous avons pour ce qui est de l'importation une moyenne annuelle de 160.000 kilogrammes ou plus de 300.000 francs tandis que pour l'exportation nous avons une moyenne annuelle de plus de 450 tonnes ou plus de 300.000 francs.

Les meubles en bois, tapissés, sculptés, marquetés accusent pour l'importation une moyenne annuelle de

plus de 300 tonnes ou 1.800.000 francs ; quant à l'exportation nous trouvons une moyenne de 20 tonnes ou 90.000 francs.

Les principaux pays dont nous importons sont : l'Autriche-Hongrie, l'Allemagne et la France.

Le bois occupe parmi les marchandises exportées le second rang ; le premier revient aux céréales.

En ce qui concerne l'importation le bois et industries dérivées occupent presque généralement le 60^e rang entre les 156 articles importés.

Le transit pour les marchandises de la catégorie du bois se présente de la manière suivante :

1906.		86.539 tonnes
1907.		61.270 »
1908.		46.180 »
1909.		40.929 »

D'après ce qui précède, il résulte que le transit est en baisse depuis l'année 1906, abaissement dû surtout à un article « le bois de construction d'essences résineuses » provenant d'Autriche-Hongrie ; toutefois le bois occupe la première place entre les marchandises transitées.

Parmi les pays qui transitent par la Roumanie le plus important est l'Autriche-Hongrie ; viennent ensuite la Turquie, la Bulgarie et la Russie.

Entre les marchandises entreposées le bois occupe la première place. Voici la situation de l'entrepôt du bois pour les années :

	tonnes	tonnes pour la consommation intérieure
1906. . . .	200.298	115
1907. . . .	255.654	56
1908. . . .	232.180	223
1909. . . .	240.936	114

L'activité commerciale d'un pays est facilitée ou entravée suivant que ses voies de communication sont plus ou moins nombreuses et bien entretenues.

En Roumanie le transport par eau est assez usité, quoique jusqu'à présent on n'a pas à signaler de sérieuses tentatives pour régulariser le débit des nombreux cours d'eau, qui sillonnent le pays afin de les rendre propres à une navigation régulière.

Parmi les cours d'eau qui servent au transport du bois en Moldavie, le Siret qui coule dans une grande vallée fertile est une importante voie de communication naturelle parallèle à la chaîne des Karpathes. Le flottage du bois surtout à l'état de planches s'y pratique sur une grande échelle grâce aussi à ses nombreux affluents, qui descendent des montagnes et sont flottables.

Le Pruth remplit de même ce rôle de rivière flottable dans une mesure plus restreinte.

En Valachie entre autres cours d'eau qui sont propres au flottage se signalent l'Argesh et l'Oltu ; le premier transporte le bois abattu dans le Fagarash, le

deuxième par son affluent Lotru constitue la voie d'eau principale suivie par les sapins et les épicéas coupés dans les montagnes de l'Olténie ; à l'embouchure du Lotru on forme des radeaux qui descendent jusqu'au Danube.

D'ailleurs presque toutes les rivières descendant des montagnes sont flottables pour le bois coupé sur les versants des vallées ; mais la grande voie de communication par eau est le Danube : large de plus d'un kilomètre lorsqu'il rassemble toutes ses eaux entre Braïla et Galatz en un seul bras, il débite à Tulcea 6.000 mètres cubes par seconde ; au point de vue économique comme au point de vue physique, le Danube est une route des plus importantes, la circulation des produits étrangers et indigènes est des plus actives. Ce fait explique la concentration de la population le long de ses rives où se sont développés de nombreux ports. « C'est par cette route européenne jalonnée de villes cosmopolites que la Valachie s'ouvre surtout aux influences occidentales qui tendent à la pénétrer de plus en plus. »

Pour l'amélioration et l'entretien des quais dans les ports on a institué en 1863 une taxe de $1/2$ % de la valeur des marchandises et des produits importés ou exportés par ces ports. Cette taxe est perçue aussi de nos jours sur toutes les marchandises importées et soumises aux droits de douane. Quant aux marchandises exportées la taxe frappe seulement celles qui sont de provenance indigène. On accorde des exemptions :

pour le transit des marchandises, pour l'entrepôt dans le cas où la marchandise est destinée à l'exportation ; on en accorde également pour les marchandises importées sous condition de réexportation à l'état de marchandises travaillées dans une proportion de 80 % de la marchandise entrée. Le tarif de 1906 a déterminé plus exactement la valeur des marchandises et cela a entraîné certaines modifications au point de vue du rendement de cette taxe. Ainsi il y a augmentation pour le charbon de bois, le bois exotique, les douves de chêne et de frêne, la menuiserie non apprêtée, la vannerie de jonc et le liège travaillé en feuilles et bouchons. Il y a réduction pour le liège brut, le bois odorant, le jonc exotique, les objets communs en bois, les meubles, les outils, les ustensiles, les instruments, les machines.

Quant à la longueur des voies ferrées, elle était de 3.486 kilomètres en 1907 ; pendant l'année 1908, plus de 470 kilomètres étaient en voie de construction et qui, actuellement, sont livrés à la circulation.

Parmi les principaux articles du bois transportés en petite vitesse par les chemins de fer nous trouvons les suivants :

	Fr.
Troncs d'arbres, échalas, traverses, poteaux,	
pour	177.844
Planches, douves, bois d'allumettes . . .	668.972
Bois de chauffage.	558.952
Des fûts pour	17.320

Pour le transport du bois, les stations de chemin de fer les plus importantes et les plus nombreuses, se trouvent en Maldavie qui, à elle seule, en possède plus de $\frac{2}{3}$ du nombre total.

Pour le bois de chauffage, les stations de chemin de fer qui ont le plus grand trafic, sont celles qui sont situées à proximité des forêts en exploitation. Pour l'année 1908-1909 les trois départements Prahova, Dambovitza, Muscel, tous les trois en Valachie occupent la première place en ce qui concerne le bois de chauffage.

En janvier 1910 pour le bois de chauffage on a institué un tarif spécial de saison valable du 15 mars au 15 juillet de chaque année. La taxe initiale est de 6 centimes par tonne et kilomètre et à partir de 200 kilomètres par des réductions successives elle descend à 2 centimes par tonne kilométrique sans plus subir des modifications. D'après le tarif ordinaire la taxe de 2 centimes est applicable à partir de 350 kilomètres.

Les échalas, les poteaux, les traverses et les troncs d'arbres à la suite de modifications réitérées sont taxés à 5 centimes, taxe qui subit des diminutions progressives jusqu'à 3 centimes par tonne kilométrique. Cette dernière s'applique sans modification à partir de 200 kilomètres. Les mêmes articles s'ils sont en chêne sont taxés au départ à 6 centimes et à partir de 400 kilomètres la taxe est de 3 centimes 5 par tonne kilométrique et elle reste constante.

Pour l'année 1908 à 1909 pour le transport des quan-

tités ci-dessus nous avons la situation suivante, en ce qui concerne le revenu des chemins de fer :

	Fr.
Troncs d'arbres, échalias, madriers, traverses	630.196
Planches, douves, échandoles	6.073.654
Bois de chauffage	2.294.969

Pour terminer ces considérations nous ajouterons que le réseau des chemins de fer roumains tient en fait de longueur le premier rang parmi les petits États de l'Europe orientale et, partant, le commerce de la Roumanie desservi par les voies terrestres fluviales et maritimes pourra se développer de plus en plus, surtout en considérant l'essor de l'industrie.

CONCLUSIONS

La richesse forestière roumaine qui, entre les produits du sol à part les céréales, est la plus importante revêt un intérêt permanent, non seulement par la variété mais encore et surtout par la valeur quantitative de la production. Cette valeur deviendra d'ailleurs plus appréciable avec le développement continu de l'industrie, développement qui est assuré par les mesures prises par les ministères de l'Industrie et du Commerce, de l'Agriculture et des Domaines et celui des Finances.

La loi de 1912 pour l'encouragement de l'industrie nationale roumaine, le Code forestier de 1910 et le tarif douanier de 1906 contribueront à la consolidation de l'industrie roumaine renaissante.

La loi de 1912 encourage un nombre d'autant plus grand d'établissements que les conditions requises pour bénéficier de cet encouragement sont plus faciles à remplir que sous le régime de la loi correspondante de 1887.

Le Code forestier de 1910 est appliqué à la lettre : il réalise une exploitation forestière systématique et rationnelle et comme conséquence une régénération

assurée. Il oblige les exploitants à respecter rigoureusement les prescriptions qu'il renferme. Le cautionnement que ces derniers déposent et le contrôle de l'Etat facilitent l'accomplissement du but poursuivi par le Code.

Quant au tarif de 1906 nous avons tâché au cours de cette exposition de montrer sa tendance protectionniste par rapport à l'industrie.

D'ailleurs l'intérêt permanent de la question forestière en Roumanie est justifiée non seulement par les mesures d'ordre législatif indiquées ci-dessus, mais encore par la configuration géographique du pays.

La région des montagnes et des collines qui occupent en Roumanie presque les deux tiers de la surface totale est appelée à engager l'énergie roumaine dans la voie de l'industrie et cela d'autant plus sûrement qu'il y a des vallées où la densité de la population atteint 150 habitants par kilomètre carré. Toute cette population est loin de trouver dans l'agriculture les ressources nécessaires à la vie sur le terrain restreint qui lui revient. Son genre de vie même nous prouve que la culture des grandes céréales ne constitue pas son unique occupation, sa seule ressource, vu l'exiguïté du terrain arable cette population y pratique une culture plutôt intensive en industrialisant les produits de la terre. En certains endroits de la région indiquée ci-dessus, des industries ont été établies.

A côté de cette concentration d'habitants et du man-

que de terrain arable, d'autres circonstances concourent à l'établissement des industries dans cette région, à savoir : l'existence des chutes d'eau, des gisements de pétrole, du lignite, de l'anthracite, du bois de chauffage, en un mot de tout ce qui procure à l'industrie la force motrice.

Il résulte donc de ce qui précède qu'il n'y a pas que la région des plaines qui soit propre au développement industriel ; la région des montagnes et des collines est tout aussi favorable à ce développement.

La richesse forestière roumaine revêt aussi un intérêt d'actualité : partout on prend des mesures pour la conservation et la régénération des forêts. Le bois de construction devient de plus en plus rare et malgré l'essor pris par l'industrie du fer et de l'acier, le bois jusqu'à présent est toujours recherché. Il sévit aujourd'hui dans tous les Etats industriels une vraie crise du bois de construction et c'est ce qui a provoqué la sollicitude des législateurs pour les forêts. Le contre-coup de ce mouvement protecteur s'est ressenti aussi en Roumanie où il se trouve accru encore par la préoccupation générale de diriger l'activité roumaine vers l'industrie.

Or, le bois soit comme matière première, soit comme combustible est un élément principal de l'industrie surtout pour un pays, où il se trouve encore dans des proportions appréciables.

BIBLIOGRAPHIE

Ouvrages consultés

- Ministerul de Agricultură și Domenii : Ancheta Industrială
1904.
Notices sur les forêts du royaume de Roumanie
1900.
Statistica pădurilor, din 1905.
Code forestier, 1910.
Regulamentul de licitație și vânzarea pădurilor,
1910.
Legea pentru încurajarea industriei naționale cu
expunerea de motive 1912.
Ministerul de Finanțe : Statistica comerțului exterior al
României pe, 1906, 1907, 1908, și 1909.
Ministerul Industriei și Comerțului: Anuarul statistic, 1908.
DR. D. GRECESCU : Conspectul florei României.
N. PAIANU : Industria mare, 1906.
Direcțiunea Cailor Ferate Române : Dare de seamă statis-
tica asupra exploatarei cailor ferate române pe
exercitiul anului bugetar 1908 și 1909.
Monitorul oficial de la 1904 până la 1910: cestiunile
care interesau pădurile împreună cu dezbate-
rile parlamentare.
P. ANTONESCU : Comerțul și Industria lemnului, 1906.
— Convențiunile comerciale și influența
lor asupra dezvoltării Industriei și Comerțului
lemnului în România, 1903.

- D. JONESCU ZANE : Studiu asupra pepinierelor si plantatiunilor statului si asupra celor comunale din Dobrogea, 1900.
- Studii si lucrari privitoare la economia si organizatia noastră forestieră, 1906.
- D. RUSCUL : Cestiunea împăduririlor artificiale în România, 1906.
- B. PRETORIANU : Impădurirea terenurilor cedate sateilor din Dobrogea, 1906.
- Patru conferinte tinute la Progresul silvic, 1904.
- Revista Pădurilor, 1910.
- AL. DRAGHICESCU : Raport către Ministrul de Finante, 1908.
- G. HUFFEL : Rapoarte privitoare la studiul sumaral pădurilor statului, 1889.
- M. LORENZ : Culture des bois
- BOUQUET DE LA GRYE : Les bois indigènes et étrangers, 1875.
- RAPPORT à Messieurs les administrateurs des Domaines, 1875.
- P. VIDAL-LABLACHE : La terre, géographie physique et économique.
- E. DE MARTONNE : La Valachie (monographie), 1900.
-

Vu : le Président de la Thèse,

HITIER

Vu : le Doyen,
P. CAUWÈS

Vu et permis d'imprimer :
Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,
L. LIARD

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
CHAPITRE PREMIER. — Considérations géographiques. .	5
CHAPITRE II. — Zones de végétation, essences forestières, étendue des forêts et leur répartition par rapport aux départements du pays et aux divers propriétaires	13
CHAPITRE III. — Exploitation. Régime forestier. Législation et administration forestière.	23
CHAPITRE IV. — Pépinières et plantations dans les sables mouvants, dans le Baragan et en Dobroudja. Revenu des forêts.	53
CHAPITRE V. — L'industrie du bois.	66
CHAPITRE VI. — Commerce du bois : Tarifs douaniers et voies de communication.	84
CONCLUSIONS.	104
BIBLIOGRAPHIE	106

